

Une histoire de l'humanité, des religions et de l'Etat

*4 – Christianisme, la plus puissante religion
du monde*

volume 4 - Christianisme (2ème partie) :
la plus puissante religion du monde

17 - La Renaissance, l'Eglise et la science	3
18 - L'enfermement des femmes au couvent	7
19 - Ombres et Lumières sur la religion	9
20 - La Révolution française, jusqu'à la déchristianisation	14
21 - L'Eglise et la bourgeoisie au pouvoir	17
22 - L'affaire Dreyfus et l'antisémitisme moderne	19
23 - l'Eglise et la classe ouvrière	22
24 - L'Eglise et la guerre mondiale	27
25 - Les moyens de l'Eglise actuelle en France	32
26 - L'Eglise, une puissance d'Etat internationale	33

17 - La Renaissance, l'Eglise et la science

Au 16ème siècle, pour la première fois depuis plus de mille ans, émerge un état d'esprit neuf dans les milieux intellectuels d'Europe. Quelques hommes osent faire marcher leurs yeux et leur tête pour comprendre le monde. Le fait même que l'on se remette à chercher est nouveau. En 200 avant JC, le Grec Eratosthène avait compris que la Terre est sphérique, et avait même réussi à calculer de manière très correcte sa dimension. Mais le poids de l'Eglise a fait oublier et disparaître de toute l'Europe les découvertes des Grecs pythagoriciens. On perd les connaissances en architecture, qui ont permis d'édifier les temples et les monuments en pierre romains. On finit surtout par perdre l'idée même que la société humaine et le cerveau humain sont capables de faire progresser les connaissances et la compréhension, qu'ils sont également capables d'inventer et de raffiner les arts et le monde qui nous entoure. Les cerveaux passés sous la coupe de l'Eglise sont entièrement mobilisés à la cause exclusive de son auto-proclamation. Pendant des siècles, dans toute l'Europe chrétienne, sous l'autorité première d'Augustin, qui lui-même reprenait les visions des Grecs platoniciens, l'usage est de ne chercher à étudier que les volontés de Dieu. En 548 après JC, le moine Cosmas d'Alexandrie a décidé que la lecture correcte de la bible oblige à considérer la Terre plate et rectangulaire. On voit alors les cartes indiquer les lieux supposés du paradis et de l'enfer. L'idée de carte se déforme et se perd.

On cherche à interpréter des textes qui n'ont pas été faits pour cela. Or on lit dans la Genèse (1, 6, 7) : *"Et Dieu dit : Qu'il y ait un firmament au milieu des eaux, et qu'il sépare les eaux. Et Dieu fit le firmament, et sépara les eaux qui étaient au-dessous du firmament des eaux qui étaient au-dessus du firmament"*. Cosmas écrit un livre dont le titre est : *"Contre ceux qui, souhaitant professer le Christianisme, croient et imaginent comme les païens que le ciel est sphérique"*. La Terre perd sa forme sphérique et prend celle du Saint Tabernacle, une forme de malle rectangulaire à couvercle arrondi, dont la longueur est disposée d'est en ouest, la largeur du nord au sud. Au centre de la Terre, un vide en forme de cône est le domaine où règne Lucifer, le Diable, et l'Enfer est son royaume. La Terre, dans cette conception, est la région la plus calamiteuse de l'Univers, et pour tout dire la merde du monde au sens concret du terme. Montaigne dira : *"... la bourbe et le fient du monde, attachée et clouée à la pire, plus morte et croupie partie de l'Univers, au dernier étage du logis"* (Essais).

Une vision plus proche de la réalité subsiste cependant. A côté des cartes officielles, les marins confectionnent leurs propres cartes, appelées portulans. Mais il faut attendre le 9ème siècle pour que la forme sphérique de la Terre soit retrouvée en Occident, 1500 ans après Pythagore. Au 7ème et au 8ème siècle, le jeune monde musulman se comporte tout autrement que la chrétienté vis-à-vis des sciences. Emporté par ses succès rapides, ayant constitué en quelques dizaines d'années un vaste empire, le monde islamique est optimiste, et ne craint pas l'idée d'évolution. Les Arabes reprennent les études des anciens Grecs de la période de Pythagore, et les traduisent en arabe. La géométrie, fondée avec le texte d'Euclide "Les Eléments", sera retrouvée en 1175 par un moine anglais, qui le traduira de l'arabe en latin. Les Arabes apportent des améliorations aux travaux des Grecs, peu de progrès

théoriques. Ils améliorent les calculs astronomiques, importent le système de numération indienne, qui inclut le chiffre zéro jusque-là inconnu, de même que l'utilisation du sinus et l'emploi des méthodes algébriques.

A partir du 16^{ème} siècle, le réveil de l'esprit se produit aux quatre coins de l'Europe chrétienne. L'italien Léonard de Vinci entrevoit les lois de la mécanique, et imagine des machines capables de voler, de se déplacer sous l'eau. L'Allemand Paracelse trouve quelques idées justes en chimie, au milieu du fatras incroyable qu'était l'alchimie du Moyen-âge. L'Espagnol Michel Servet est sur le point de découvrir la circulation du sang dans le corps humain. Le Français Ambroise Paré met au point des techniques de chirurgie. Le Polonais Copernic trouve une explication au mouvement des astres, et imagine que le Soleil est au centre du système, la Terre tournant autour. La Renaissance, comme l'appellent les historiens, ne touche que des intellectuels, et encore une minorité d'entre eux. Aucun paysan n'entend parler ni de circulation du sang, ni de rotation de la Terre. Les améliorations de la chirurgie ne servent encore longtemps que les chevaliers et les princes du monde. Mais aussi limitée qu'elle soit aux milieux privilégiés, cette bouffée d'oxygène est insupportable à l'Eglise.

Pour elle, la Terre, où Dieu a fait l'homme doit rester le centre du monde. Le livre de Copernic est mis à l'Index, une liste des livres qui sont interdits. La Bible seule a raison, et la Bible dit : *"le soleil se lève et le soleil se couche pour se hâter vers son point de départ"*. Au moment où ceci a été écrit, 1600 ans plus tôt, on n'avait pas de moyens de comprendre que le Soleil est en réalité fixe et que c'est la Terre qui tourne autour de lui. Maintenant qu'on commence à le comprendre au prix d'efforts considérables, l'Eglise interdit que l'idée juste circule, de peur qu'elle n'éveille d'autres idées justes. Il ne faut toucher à rien. En 1613, le mathématicien Galilée invente un télescope, et ce qu'il observe lui confirme que Copernic a bien raison. Galilée, convoqué par l'Inquisition, reçoit l'ordre de se rétracter, et il est condamné à l'emprisonnement à vie. En 1500 ou 1600, l'Eglise n'est plus au plus haut de sa puissance, et les moments les pires du recul de la pensée sont dépassés. Mais combien de chercheurs écrasés n'ont même pas pu laisser de traces, ou ont été brûlés comme hérétiques, au cours des mille années de poids terrible de l'Eglise qui ont précédé ?

Ce qui fait la force de la nouvelle génération, c'est la jeune bourgeoisie. Cette classe n'a pas peur des découvertes. Au contraire, elle peut en attendre des moyens de mettre en oeuvre de nouvelles machines, de faire des affaires plus grandes. La Renaissance récupère aussi de l'Islam un certain nombre d'idées scientifiques qu'il a conservées de l'Antiquité. Sur le plan des idées religieuses, les intellectuels de la Renaissance restent tout à fait croyants, mais ils se posent des questions. En comparant ce que demande de croire l'Eglise du 16^{ème} siècle avec les anciens textes, ils découvrent des modifications. Ils préconisent un retour aux sources, ce qui apporte des arguments au courant de la Réforme de Luther et Calvin.

Le mouvement des idées nouvelles, lié en profondeur à celui de l'économie nouvelle, franchit les barrages de l'Eglise. Vers 1640, Descartes, mathématicien catholique convaincu, est persuadé que l'esprit humain est tout à fait capable de découvrir Dieu. Il arrive à la conclusion que la preuve de Dieu est dans la conscience humaine. Ceci dit, il considère que Dieu a créé le monde, mais que son rôle s'est arrêté là. C'est à l'homme de comprendre ce monde. C'est ainsi que débute la conception scientifique. Par contre, à la même époque, un autre mathématicien, Blaise Pascal, lui aussi croyant, juge qu'il est impossible de prouver que Dieu existe. Mais si on ne peut prouver que Dieu existe, on ne peut non plus prouver son

inexistence. Cela rend Pascal bien pessimiste, déçu par les limites du raisonnement, qui ne peut trancher.

En 1687, le physicien anglais Newton donne une explication du système solaire, de la disposition du Soleil et des planètes, des forces qui agissent et le maintiennent. Il n'y a plus besoin d'aucun mystère incompréhensible ou illogique. Dieu conserve une petite place dans ce modèle. *"La gravité met peut-être les planètes en mouvement, dit Newton, mais sans la puissance divine, elle ne pourrait jamais leur imprimer la rotation qu'elles effectuent sur elles-mêmes autour du soleil"*. Dieu est en quelque sorte le moteur du système, mais son rôle se limite à cela. Pour la première fois, le dieu des monothéistes perd tout caractère mystérieux ou écrasant, il perd en fait son caractère religieux. En 1796, le physicien français Laplace fait un nouveau pas. Il découvre les lois du mouvement des astres, ce qui permet de calculer leur position à l'avance. Pour lui, le système solaire provient d'une sorte de gigantesque nébuleuse de départ, tourbillonnant sur elle-même : le noyau central a fini par donner naissance au Soleil, les corps périphériques ont créé les planètes. Lorsque Napoléon lui demande, pensant bien sûr à Dieu : *"qui était l'auteur de tout ceci ?"*, Laplace se contente de répondre : *"Je n'avais pas besoin de cette hypothèse-là"*.

Si Laplace ose donner une telle réponse, c'est que les scientifiques, les techniciens, sont maintenant en train de réaliser une foule de découvertes, et qu'ils se sentent une force montante. En 1780, on maîtrise la vapeur, la première forme d'énergie artificielle. Pendant des millénaires, l'homme n'a eu à sa disposition que des énergies naturelles, celles des éléments de la nature, l'air et l'eau, permettant de faire tourner des moulins, et l'énergie animale, de fait la plus utilisée. L'homme de ce point de vue étant le premier animal et le moins cher, les paysans étaient de véritables bêtes de somme. La force de la vapeur, de l'eau portée à ébullition, maîtrisée dans la machine à vapeur, est une révolution. Non seulement elle multiplie la puissance de travail obtenue, mais on peut l'utiliser partout, sans les contraintes géographiques des énergies naturelles. A peine 70 ans plus tard, les premières machines électriques sont mises au point en 1840. L'énergie qu'on peut obtenir est multipliée maintenant par mille.

La création de la vie elle-même connaît des débuts d'explication rationnelle. En 1833, le géologue Charles Lyel ouvre considérablement l'échelle du temps. Là où la Bible parlait de 6 000 ans pour l'âge de la Terre, la géologie parle en millions d'années. Darwin remet en cause une autre croyance, légitime à l'époque de la rédaction de la Bible, celle de la création séparée des espèces. En 1859, Darwin publie une étude qui montre que toutes les espèces vivantes font partie d'une seule et unique famille. C'est la théorie de l'évolution. Darwin aussi est condamné par l'Eglise, mais elle n'a plus la puissance écrasante du Moyen Age. Le monde moderne est maintenant politiquement passé aux mains de la bourgeoisie.

De nos jours, l'Eglise, après deux mille ans consacrés à la vieille caste dirigeante des nobles, a toujours autant de mal à accepter les évolutions sur le plan des connaissances. C'est seulement le 31 octobre 1992 qu'elle a réhabilité Galilée, le 23 octobre 1996 qu'elle a reconnu la théorie de l'évolution de Darwin. L'histoire des rapports entre l'Eglise catholique et la science est accablante. Elle nous montre que l'humanité n'est pas garantie contre des reculs, non seulement dans la société et la condition des gens, mais aussi dans les connaissances et la compréhension du monde.

Si la société capitaliste a donné de rudes coups à la religion en développant les sciences, de nos jours elle a mis beaucoup d'eau dans son vin vis-à-vis de la religion. A la fin du 20ème siècle, de nouveaux rapports se sont établis entre l'Eglise et les scientifiques. Une sorte de partage des pouvoirs semble se mettre en place. Il existe aujourd'hui un courant, chez les scientifiques, et chez d'autres intellectuels, pour admettre de manière symétrique à l'Eglise, que le temps est arrivé qu'Eglise et science fassent la paix. En gros, l'Eglise dit ceci : *"nous laissons à la science le soin de s'occuper des lois de la matière. Nous reconnaissons que sur ce plan, elle a fait et elle fait un bon travail"*. Mais elle pense en même temps : *"L'essentiel, de toute manière, n'est pas là. Ce qui fait l'homme, c'est son âme, et ses comportements. Et cela, c'est le domaine de Dieu, qui reste le seul guide valable"*. Après avoir reconnu la validité de la théorie de l'évolution fondée par Darwin, le pape a tenu à rappeler ce "point essentiel" : *"Si le corps humain tient son origine de la matière vivante qui lui préexiste, l'âme spirituelle est immédiatement créée par Dieu"*. De leur côté, les scientifiques qui se prêtent à ce jeu reconnaissent qu'une partie des explications leur échappe, et affirment accepter que la religion s'en charge.

En fait, l'Eglise fait un recul tactique. Elle continue de prétendre commander nos moeurs, notre vie, et elle le fait au nom d'une morale moyenâgeuse, si ce n'est antique, datant de la période de l'esclavage. Le pape continue de donner ses prescriptions, contre la pilule, contre les préservatifs, contre l'avortement. Avec la crise chronique du système capitaliste depuis le milieu des années 1970, cette ouverture de certains scientifiques et intellectuels en direction de l'Eglise s'est accélérée. Bon nombre de scientifiques sont croyants, et ne le cachent guère. L'Eglise nous dit aujourd'hui que les lois de l'hérédité, par exemple, ont été découvertes par un ecclésiastique, Mendel, et que tout bien vu, la religion n'a jamais été bien loin de la science. C'est un mensonge honteux. D'abord, pendant des siècles, tous les intellectuels ne pouvaient obligatoirement qu'être membres de l'Eglise, qui avait le contrôle des universités. Ensuite, ceux qui ont fait faire des progrès à la connaissance n'ont jamais été aidés, mais au contraire persécutés par l'Inquisition, chassés, et leur travaux étouffés dans l'oeuf, jusqu'à ce que l'Eglise n'ait plus l'autorité et les moyens de se comporter de manière dictatoriale.

A la fin du 20ème siècle, la bourgeoisie s'est mise à dénigrer l'idée de progrès. Or les progrès ont apporté, en leur temps, un énorme espoir, et la bourgeoisie elle-même disait que ces progrès allaient immanquablement apporter l'amélioration de la vie des gens. Mais les populations ont trop vu les progrès leur échapper, ou des progrès techniques servir aux classes possédantes pour se lancer dans des entreprises de dévastation. Il commence à être de bon ton maintenant de dire plutôt qu'il n'y a rien à attendre du progrès non plus. Pas d'espoir, pas de déception ! En clair, on s'oriente vers la vieille idée religieuse selon laquelle il n'y a rien à espérer sur Terre. De là à ce qu'à nouveau, on nous inculque à tous, l'idée qu'il ne faut vivre que pour l'au-delà... Mais ce n'est ni la science, ni le progrès qui sont en cause. La science contient en elle par exemple un mode de fonctionnement tout à fait exemplaire, bien supérieur à ce que l'on nous donne comme le meilleur exemple de la démocratie. Du côté des scientifiques, il n'y a aucune autorité supérieure, aucune institution qui décide de ce qui est juste et ce qui ne l'est pas. Les scientifiques partent du principe qu'ils doivent se convaincre mutuellement, jusqu'à obtenir une unanimité. Tant qu'il reste une minorité en désaccord, on refuse de considérer que la majorité a forcément raison. Le maintien d'un désaccord pose, par principe, problème. Et le jeu consiste à chercher à se convaincre jusqu'au bout. Ce qui est en cause, ce qui gâche et pervertit les résultats de la découverte scientifique, et empêche le

progrès de profiter à tous, c'est la société capitaliste et son fonctionnement égoïste.

18 - L'enfermement des femmes au couvent

L'Eglise catholique a pratiqué et développé l'enfermement des femmes. Au départ, il existe aussi bien des couvents pour hommes que pour femmes. Au 7^{ème} siècle, ce sont les premières abbayes bénédictines. Mais la manière oppressive dont les femmes sont considérées crée une situation particulière d'enfermement. La clôture, le fait d'être physiquement dans une enceinte fermée et de ne pas avoir le droit d'en sortir, n'a jamais existé pour les hommes.

La société aisée du Moyen-âge ne partage pas le bien familial. Elle le transmet en totalité à l'aîné. Les autres garçons doivent se faire chevalier, ou peuvent se faire prêtre. Pour les filles, il ne reste pas grand chose. Et le plus simple est de décider, souvent avant la naissance, de les consacrer au service de Dieu. Pour les filles qu'on ne parvient pas à marier et qui sont alors mal vues, le couvent règle le problème de cette engeance de sexe féminin dans laquelle le Christianisme voit l'oeil du démon ou le péché de chair. On ajoute aussi les filles dont on n'est pas bien sûr qu'elles soient légitimes, et toute autre raison, manque de beauté, ou d'intelligence, femme adultère, fille-mère. Dans une société où la femme représente la malédiction, les occasions ne manquent pas de les rendre coupables des malheurs du monde. Ne fait-on pas une bonne oeuvre en les offrant à Dieu ?

L'abbesse qui dirige un monastère apprend vite qu'il n'est pas de meilleure recrue que les toutes jeunes enfants. On peut en faire des religieuses sur mesure, qui seront même en mesure d'assurer sa succession. L'abbesse fait alors de celle qu'elle a choisi, sa coadjutrice, son héritière légitime. La future abbesse a droit à l'enseignement de toute une culture, bien supérieure à ce qui est appris à une simple religieuse. Officiellement, les femmes sont libres, et font librement voeu de chasteté en entrant au couvent. Mais, par exemple, Catherine-Henriette de Beauvilliers fait voeu de chasteté à 7 ans, un âge où on ne sait ce que veulent dire ni le mot ni la réalité. Dès l'arrivée au monastère, on commence par tuer toute vie infantine. La tête de la petite fille est occupée par un programme destiné à empêcher son esprit de vagabonder. Chaque geste qui se fait sans réfléchir en temps ordinaire s'accompagne maintenant d'une prière. En s'asseyant à table, on dit : *"Mon Jésus, je ne veux pas être gourmande comme les filles du monde et du diable"*. Celle qui veut écrire à l'extérieur est encouragée, aidée, puis au dernier moment, on lui ordonne de jeter sa lettre au feu. Il s'agit de casser tout espoir dans un retour à la vie normale.

Dans le monastère, il faut travailler. Mais pour contrôler l'esprit et l'empêcher de se disperser, aucune activité ne dure jamais plus d'une demi-heure. Une cloche sonne pour indiquer qu'il faut en changer. On vit dans la saleté, comme tout le monde à l'époque en Europe. Le règlement de Notre Dame de Montargis indique : *"Pour les pieds, on les lavera au moins deux fois dans l'année, savoir au commencement des premières chaleurs et au commencement de septembre"*. On ne lave régulièrement que les mains. Interdiction de toucher au reste du corps, comme il est interdit de le regarder. Au 17^{ème} siècle encore, le voeu de chasteté est la seule voie de salut pour la femme, pécheresse depuis Eve. Le monastère doit donc conserver la vertu intacte. Un véritable état de guerre est déclaré aux moindres désirs, aux moindres pensées d'ordre sexuel. *"Pour mortifier leur vue, les*

religieuses gardent les yeux baissés et évitent de regarder le monde qui les entoure. Pour mortifier leur goût, elles jeûnent ou mangent des aliments grossiers. Pour mortifier leur ouïe, elles vivent dans le silence. Pour mortifier leur toucher, elles portent des vêtements d'étoffe rugueuse et dorment sur une couche dure et étroite. Même l'odorat est suspect, et une bonne religieuse se fait scrupule de respirer le parfum d'une fleur" (Reynes 1987). Les règlements répètent inlassablement : interdiction de contacts physiques, interdiction de s'isoler avec une autre religieuse, d'entrer dans une autre cellule de nuit... La tête doit être constamment occupée à mener la lutte contre le diable. Inutile de dire que l'on n'en demande pas tant du côté des hommes, vers qui les regards sont bien plus tolérants. C'est seulement du côté de la femme que l'on voit le mal à l'oeuvre.

Une fois ou deux par semaine, tout le monde est réuni pour une séance de coupes. Chacune s'accuse de toutes ses fautes. Tout oubli est de suite dénoncé par le témoin, et la peine aggravée. *"Ma révérende mère, je dis ma coulpe que je n'ai pas été au choeur les yeux baissés ; j'ai parlé trop haut ; j'ai été curieuse, etc."* Plus grave est le fait de commencer à manger sans dire la prière, et plus grave encore de rompre le silence, d'échanger du courrier, de parler à la grille. Enfin, la 4ème coulpe touche aux ordres de la hiérarchie, désobéir à un supérieur, refuser d'exécuter une punition, chercher à s'enfuir. Les sanctions commencent donc par des récitations de prières, puis des prosternations et des coups, et continuent avec des jeûnes au pain et à l'eau et encore des coups. Il faut en plus aller de table en table baiser les pieds des religieuses ou mendier de quoi manger un peu. La dernière catégorie est passible d'enfermement en cellule et de toujours plus de coups. On voit les femmes s'auto-flageller, avec des fouets sur lesquels on a attaché des pointes en métal tranchant aux lanières de cuir. Plus on souffre et plus on se rapproche de Dieu. Le résultat en est une inventivité dans le démentiel. Certaines vont lécher des crachats, baiser des ulcères, manger des mouches, des poux ou des limaces, mettre dans la bouche des cadavres d'animaux, se déchirer le bras ou le front à coups d'épingle, ou faire des croix avec la bouche sur le sol.

L'Eglise invente la peine de mort-vivant. Elle n'aime pas exclure de ses couvents. Cela risque de faire une mauvaise publicité. On préfère, si on ne peut faire autrement, le caveau emmuré. En cas de crime d'apostasie, d'abandon public de la religion, de fuite ou de fornication, *"le coupable, aspergé d'eau bénite et de vapeur d'encens, et muni d'un pain, d'une cruche d'eau et d'un cierge, était descendu dans un caveau dont on murait l'entrée. Il y était abandonné à la Justice divine, c'est-à-dire à une mort lente et atroce"*. En inventant la guillotine, la révolution française fera vraiment acte de salubrité, en essayant au moins de retirer cette volonté de faire souffrir que le Christianisme a mis dans ses pratiques.

Il y a peu de travail intellectuel au couvent. Une heure de lecture, fractionnée en plusieurs fois, une demi-heure d'écriture, du latin, un peu de calcul et le catéchisme. On fait rarement lire l'Evangile, car il s'y passe trop de choses vivantes, et trop de questions pourraient être posées. On s'affole de voir avec quelle vitesse ces femmes apprennent par coeur le Cantique des cantiques. La mère supérieure est entourée d'un culte personnel. On ne l'aborde qu'à genoux, et s'il le faut, on rampe ainsi depuis l'entrée de la chambre. Certains règlements exigent aussi de baiser la terre. Rapidement, certaines abbesses ont un train de vie proche d'une princesse. La nomination d'une abbesse est le sujet de fêtes somptueuses, avec une armée de domestiques, femmes de chambre, valets, cochers, qui restent ensuite à son service personnel. L'abbesse finit par sortir, aller en ville, à Paris et vivre sans aucun problème. Seules les religieuses ont à subir la clôture.

Les femmes ainsi enfermées, isolées du monde masculin qu'elles ne connaissent que par ces règlements et leur imagination, plus un contact avec le confesseur, qui est obligatoirement un homme, manifestent de véritables maladies. Elles se disent possédées, et en accusent tel ou tel homme. Un médecin allemand, De Weier, fait une étude de cette soi-disant possession, dans les années 1560, et note que toutes les nonnes qui se disent possédées ont le même genre de convulsions érotiques. Les tentatives de les "guérir" par un exorcisme ne marchent pas. Par contre, il est souvent efficace de les éloigner des jeunes hommes qui excitent leurs fantasmes.

Au 16^{ème} siècle, les couvents sont ouvertement des lieux de débauche. L'abbaye de Maubuisson est le rendez-vous galant du roi Henri IV, qui s'en sert comme lieu de résidence d'une maîtresse. Le roi, c'est son droit, utilise les couvents pour y chercher des demoiselles dont il profite. Nombre de couvents s'apparentent à de véritables bordels. Il en est de même dans le reste de l'Europe, en Italie ou en Espagne. Les hommes de l'Eglise sont les premiers à en profiter. Henri de Lorraine, archevêque de Reims, a ses entrées dans ses couvents, et sait où trouver son plaisir. Madeleine Bavent écrit sur son directeur spirituel Pierre David : "*Ce mauvais homme et dangereux prêtre, sous prétexte d'introduire la parfaite obéissance, qui doit aller jusqu'aux choses les plus difficiles et les répugnantes à la nature, introduisait des pratiques abominables, par lesquelles Dieu a été extrêmement déshonoré et offensé (...) On nous accoutumait à nous toucher les unes les autres impudiquement, et ce que je n'ose dire, à commettre les plus horribles péchés contre la nature*". Mais quoi qu'il arrive, l'Eglise, prisonnière de son racisme anti-femme, se refuse de modifier la règle qui veut que toute femme, y compris au couvent, doit se confesser auprès d'un homme. L'Eglise fabrique cette fameuse tentation dont elle se sert ensuite pour condamner l'humanité.

Au 17^{ème} siècle, on essaie de rendre ces pratiques plus discrètes. Les couvents ont besoin de remonter leur réputation. Et l'évolution sociale leur donne un rôle nouveau. Pour le pouvoir royal, elles servent de maisons de détention. Et pour l'Eglise, longtemps réticente à donner une vraie éducation aux femmes, il s'avère utile de se servir d'elles dans la lutte contre les idées protestantes. Les femmes sont souvent plus enflammées par la foi que les hommes d'Eglise. Au 18^{ème} siècle, il ne reste plus dans les couvents que de pauvres femmes. Généreusement, la révolution française veut les délivrer. Mais une partie d'entre elles, esclaves de leurs propre sort, apeurée d'avance à l'idée d'affronter un monde extérieur qu'elles ne connaissent pas, préfèrent rester enfermées. Enfin, au 19^{ème} siècle, les femmes jouent vraiment un rôle dans l'Eglise. La société les utilise pour scolariser les filles, qui n'ont pas droit aux mêmes enseignements que les garçons, le monde de l'école restant séparé selon le sexe. A une époque où nombre de femmes des milieux modestes vont travailler à l'usine, ou doivent travailler aux champs, les religieuses sont celles qui apportent l'éducation que les femmes n'ont plus le temps et les moyens d'apporter aux enfants. Des religieuses missionnaires accompagnent aussi les conquêtes coloniales. En 1966, le film "La religieuse", tiré du roman de Diderot qui dénonce la vie des femmes mises au couvent, reste interdit par la censure, en France, pendant un an.

19 - Ombres et Lumières sur la religion

Avec le siècle des Lumières, c'est l'onde de choc des guerres de religion qui rejaillit

avec retard sur la France et l'Europe du 18ème siècle. Le choc ne se produit pas de suite. Dans un premier temps, la religion catholique croit pouvoir savourer sa victoire sur le Protestantisme en France. Le 17ème siècle connaît un regain de vie religieuse. Des couvents se forment, comme l'abbaye de Port-Royal des Champs, près de Versailles. Saint Vincent de Paul devient populaire en lançant la mode de la charité. Et seuls quelques libertins ou irréguliers tournent le dos au Christianisme.

Au sommet de l'Etat, c'est également la gloire de l'Eglise catholique. Armand du Plessis de Richelieu, évêque de Luçon, devient cardinal et chef du Conseil du roi Louis XIII. Il gouverne la France durant 18 ans, de 1624 à 1642. Richelieu a une aussi haute idée de l'Etat qu'il a en a une bien basse du peuple qui lui est soumis : *"Tous les politiques sont d'accord que, si les peuples étaient trop à leur aise, il serait impossible de les contenir dans les règles de leur devoir (...) Il faut les comparer aux mulets qui, étant accoutumés à la charge, se gâtent par un long repos plus que par le travail. En matière de crime d'Etat, il faut fermer la porte à la pitié, mépriser les plaintes des personnes intéressées et les discours d'une populace ignorante, qui blâme quelquefois ce qui est le plus utile et souvent tout à fait nécessaire"*. Avec Richelieu, le roi tient son pouvoir de Dieu, et tous les sujets doivent obéissance. C'est la monarchie de droit divin. Les révoltes paysannes sont durement réprimées, et lorsque Richelieu meurt, on fait des feux de joie à travers les campagnes.

Mais le nouveau roi, Louis XIV, trouve un digne successeur à Richelieu. Giulio Mazzarini est d'abord au service du pape. Il devient cardinal et entre au Conseil du roi, naturalisé sous le nom de Mazarin. Jusqu'en 1661, lui aussi gouverne la France durant 18 années. Lorsque Mazarin meurt, Louis XIV décide de ne pas prendre de premier ministre, et règne seul. Le Grand Roi est convaincu de tenir son pouvoir de Dieu, et de l'avoir reçu le jour du sacre à Reims. Il n'a de compte à rendre à personne sur terre. Lui désobéir est un péché. *"Toute autorité, écrit Louis XIV, réside dans la main du roi et il ne peut y en avoir d'autre dans le royaume que celle qu'il y établit (...) Les rois sont seigneurs absolus (...) Celui (Dieu) qui a donné des rois aux hommes a voulu qu'on les respectât comme ses lieutenants, se réservant à lui seul le droit d'examiner leur conduite. Sa volonté est que quiconque est né sujet obéisse sans discernement (...) quelque mauvais que puisse être un prince, la révolte de ses sujets est toujours infiniment criminelle"*. Le roi de France est maintenant le souverain le plus puissant d'Europe. Le royaume est le plus peuplé d'Europe, avec 22 millions d'habitants. Mais la moyenne d'espérance de vie des Français ne dépasse pas 25 ans, et 80 % travaillent la terre. La noblesse compte 300 000 personnes, et le clergé 150 000. Sur ces 150 000 hommes de l'Eglise, à peine 3 000 vivent richement, en nobles. La majorité sont dans la même misère que le petit peuple. Le bas clergé, ignorant et misérable, vit de la portion congrue, pension très faible versée par le curé qui dessert sa paroisse. L'Eglise, pourtant, est riche, immensément riche, puisqu'elle est le premier propriétaire de domaines, terres, maisons, du royaume. Elle prélève son impôt, la dîme, sur certains produits du sol, et dispose de tribunaux particuliers, les officialités, pour les affaires qui peuvent avoir un rapport avec la religion

Le curé de Sennely témoigne en 1700 de la manière dont le peuple vit la religion, et nous donne une idée de la vie qui est faite par cette société à ceux qui en supportent le fardeau et la font vivre : *"J'ai dit que les Solognots sont plutôt superstitieux que dévots. Qui le pourrait nier les voyant rigides observateurs de différentes pratiques de dévotion qui sont également déplorables et ridicules et qui ne servent qu'à les éloigner de la véritable piété ? Ils croiraient offenser Dieu s'ils sassaient (passaient au tamis) leur farine le jour de Saint*

Thomas, parce qu'ils ont une fausse tradition parmi eux que ce saint apôtre a été martyrisé avec une sassoire (un tamis) ; ils en ont fait un proverbe : "Au jour de saint Thomas, pour Dieu n'y sasse pas !" Lorsqu'ils souffrent quelques douleurs, ils implorant d'abord saint Sulpice, qu'ils appellent saint Supplice, pour avoir du soulagement du supplice qu'ils endurent ; saint Maur, quand ils ont des malades en langueur ou en grande agonie, pour les faire vivre ou mourir plus tôt ; sainte Perpétue, pour avoir du lait aux nourrices qui sont tarées ; saint Corneille, lorsqu'ils sont hâves (maigres), noirs et défigurés, par rapport à la corneille qui est un oiseau sec, maigre et tout noir. Ils gardent du pain bénit de la messe de minuit de Noël pour en faire manger à leurs vaches, croyant que c'est pour elles un antidote (...) Ils doutent du salut d'une personne qui meurt étant tournée vers la ruelle (espace entre un lit et le mur) du lit, prétendant que le démon y est en sentinelle pour s'emparer des âmes de ceux qui meurent de ce côté là. Enfin ils sont sujets à toutes sortes de superstitions (...) De sorte que nous pouvons dire d'eux avec vérité, après tout ce que nous venons de rapporter, qu'ils sont en beaucoup de choses des idolâtres baptisés".

C'est au 18ème siècle que des hommes vont enfin examiner avec recul cette religion supérieure pour le curé de Sennely. Ce n'est pas une mince affaire, et c'est un travail pathétique qui est entrepris par cette génération, tous croyants sur le fond, et qui tentent d'arracher de la croyance les aberrations qu'on ne peut plus nier. Hume, Rousseau, Voltaire, et bien d'autres, s'épaulent, se relaient dans ce combat avec les idées du temps et avec soi-même. Rousseau se révolte contre l'idée, qui découle du péché originel, selon laquelle la volonté humaine serait pervertie dès l'origine. Il considère que c'est la société qui est mauvaise, que c'est elle qui fait l'homme mauvais. L'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont condamne son livre "l'Emile" et précise que *"la thèse de Rousseau soutenant que les premiers instincts de la nature humaine sont toujours innocents et bons se trouve en contradiction absolue avec tout ce que l'Ecriture et l'Eglise ont toujours enseigné de la nature de l'homme"* (Cassirer 1932). Comme le souligne Cassirer, la faute appartient alors à ce monde humain, et c'est là qu'il faut chercher la solution.

L'Allemand Reimarius refuse l'idée selon laquelle le péché se transmet de manière physique, à tous les hommes. Le péché est d'abord le produit d'une pensée, d'un désir ou d'une oeuvre, et ne se transmet donc pas physiquement d'un individu à un autre comme la contagion universelle que dit l'Eglise. Le Français Pierre Bayle pense, avec le recul, qu'on a alors sur les guerres de religion, qu'il est moins grave de ne pas croire que de croire d'une manière qui mène à la boucherie. Le mal est plus dans le fameux cri de guerre catholique *"écrasons l'infâme !"* que dans l'athéisme. Et il décide que toute interprétation des textes religieux qui aboutit à la nécessité de crime est forcément une interprétation fautive.

Diderot réfléchit sur la multiplicité des religions et conclut qu'il faudrait distinguer la religion naturelle, commune à tous les hommes, des autres religions, particulières et différentes les unes des autres, et dont on peut dire quand elles ont commencé, et qu'elles finiront donc un jour. *"Tout ce qui a commencé aura une fin ; et tout ce qui n'a point eu de commencement ne finira point. Or le Christianisme a commencé ; or, le Judaïsme a commencé ; or, il n'y a pas une seule religion sur la terre dont la date ne soit pas connue, excepté la religion naturelle ; donc elle seule ne finira point, et toutes les autres passeront"*.

En Angleterre, Toland s'acharne à retirer de la religion tous les mystères, miracles, secrets, pour essayer d'aboutir à une religion épurée et lisible par le savoir. Il trouve que

derrière le mystère, il y a en fait à l'origine une doctrine qui contenait une vérité connue de quelques initiés, et volontairement gardée secrète pour le reste des hommes. Samuel Clarke, tout aussi remué par les guerres de religion des siècles précédents, travaille d'arrache pied pour ramener l'ensemble de la foi chrétienne à une série de principes universels. Hume met en cause l'idée de religion naturelle, expliquant que l'idée de nature humaine qui en est la base est une fiction. Il pense que la vraie couche primitive de la religion est au contraire un socle fait des peurs qui animaient les premiers hommes devant les puissances surnaturelles, et de la volonté de les concilier. Il n'y avait là de fondement ni rationnel, ni moral. Et ces peurs et ces espoirs sont encore présents dans les religions actuelles.

En France, Richard Simon est le premier à oser porter la réflexion sur un sujet tabou depuis des millénaires : examiner l'authenticité des écrits de la Bible, les dater, tenter de savoir qui a écrit quoi, bref traiter de la Bible comme l'historien fait de tout ouvrage. Simon est mis à l'index. Il est aussi bien attaqué par les catholiques, dont Bossuet, mais aussi par les protestants, et exclu de l'Oratoire, temple calviniste de Paris dont il faisait partie. Le Hollandais d'origine juive Spinoza prend le relais, et met en avant l'idée qu'il est indispensable de connaître l'histoire de l'écriture de la Bible pour en comprendre correctement le message. *"Pour interpréter l'Écriture, il est nécessaire d'en acquérir une exacte connaissance historique, et, une fois en possession de cette connaissance, c'est-à-dire de données et de principes certains, on peut en conclure par voie de légitime conséquence la pensée des auteurs de l'Écriture"*. Spinoza est excommunié par la communauté juive sur décision de la synagogue portugaise. Spinoza démontre aussi que les miracles sont une aberration du point de vue de la religion même. Ce qui est miraculeux, c'est l'ordre général du monde, oeuvre de Dieu. Qu'il y ait des exceptions à cet ordre serait aberrant : *"Puisque, nécessairement, rien n'est vrai sinon par décret divin, les lois universelles de la nature sont de simples décrets divins découlant de la nécessité et de la perfection de la nature divine. Si donc quelque chose arrivait dans la nature qui contredit à ses lois universelles, cela contredirait aussi un décret, à l'entendement et à la nature de Dieu ; ou, si l'on admettait que Dieu agit contrairement aux lois de la nature, on serait obligé d'admettre aussi qu'il agit contrairement à sa propre nature, et rien ne peut être plus absurde."*

L'Allemand Lessing fait un pas de plus. Ce n'est plus l'écriture de la Bible qui doit être connue, critiquée pour être comprise. C'est le contenu même de la Bible qui doit être relu à la lumière de l'histoire réelle des hommes. Il s'agit maintenant de distinguer ce qui, dans le récit biblique, a pu effectivement se produire, de ce qui n'est que croyance religieuse surajoutée : *"Si je n'ai rien à objecter, historiquement, au fait que le Christ a ressuscité un mort, dois-je du même coup tenir pour vrai que Dieu a un fils de même nature que lui ? Si je n'ai rien à objecter historiquement au fait que ce Christ lui-même soit ressuscité d'entre les morts, dois-je du même coup tenir pour vrai que ce Christ ressuscité était le fils de Dieu ?"*

Voltaire ne se contente plus de réfléchir. Il intervient dans la vie politique et religieuse du moment. Il dénonce le poids de l'Église, son absolutisme et son obscurantisme. Il se mobilise dans l'affaire Calas, négociant calviniste de Toulouse exécuté après que son fils se soit suicidé. Le fils de Calas s'étant suicidé, Calas est soupçonné de l'avoir tué pour éviter qu'il ne se convertisse au Catholicisme. Calas est supplicié à la roue et exécuté. Lié au Protestantisme par un père janséniste, éduqué par les Jésuites, Voltaire ne supporte pas le fanatisme qui a abouti aux guerres de religion, et devient fiévreux à l'approche du jour de la Saint Barthélémy. Il rédige un dictionnaire philosophique qu'il voudrait facile à transporter et

lire. A l'article "Martyr", il écrit : *"Voulez-vous de bonnes barbaries bien avérées, de bons massacres bien constatés, des ruisseaux de sang qui aient coulé en effet, des pères, des mères, des maris, des femmes, des enfants à la mamelle réellement égorgés et entassés les uns sur les autres ? Monstres persécuteurs, ne cherchez ces vérités que dans vos annales : vous les trouverez dans les croisades contre les Albigeois, dans les massacres de Mérindol et de Cabrières, dans l'épouvantable journée de la Saint-Barthélémy, dans les massacres d'Irlande, dans les vallées des Vaudois"*. Voltaire use régulièrement de l'arme de l'explication historique, et y ajoute la dérision, le rire. Ainsi, à l'article "Confession", il écrit : *"Les chrétiens adoptèrent la confession dans les premiers siècles de l'Eglise, ainsi qu'ils prirent à peu près les rites de l'Antiquité, comme les temples, les autels, l'encens, les cierges, les processions, l'eau lustrale, les habits sacerdotaux et plusieurs formules des mystères : le Sursum corda, l'Ite missa est, et tant d'autres. Le scandale de la confession publique d'une femme, arrivé à Constantinople au IVème siècle, fit abolir la confession. La confession secrète qu'un homme fait à un autre homme ne fut admise dans notre Occident que vers le VIIème siècle. Les abbés commencèrent à exiger que leurs moines vinsent deux fois par an avouer toutes leurs fautes. Ce furent ces abbés qui inventèrent cette formule : "Je t'absous autant que je le peux et que tu en as besoin". Il semble qu'il eût été plus respectueux pour l'Etre suprême, et plus juste de dire : "Puisse-t-il pardonner à tes fautes et aux miennes !" Et à l'article "Genèse", il dévoile : "Au commencement, Dieu créa le ciel et la terre". C'est ainsi qu'on a traduit ; mais la traduction n'est pas exacte. Il n'y a point d'homme un peu instruit qui ne sache que le texte porte : "Au commencement, les dieux firent ou les dieux fit le ciel et la terre". Cette leçon d'ailleurs est conforme à l'ancienne idée des Phéniciens, qui avaient imaginé que Dieu employa des dieux inférieurs pour débrouiller le chaos, le chautereb"*.

Pendant que les philosophes proches de la bourgeoisie se démènent à défricher le terrain religieux des vieilles orties et autres plantes mauvaises, les bons bourgeois affairistes vaquent à leurs occupations, sans trop se poser la question de savoir ce que Dieu peut en penser. En ce 18ème siècle, Nantes est la capitale française du trafic d'esclaves, en seconde position mondiale derrière l'anglaise Liverpool. Les bateaux s'approvisionnent en esclaves sur les côtes africaines, et les revendent dans les Antilles, où ils servent à produire les produits de luxe que sont à l'époque le sucre, le café. *"Les capitaines nantais sont souvent issus de la noblesse bretonne. Cadres sans fortune, ils sont bien habillés, cultivés, et fréquentent la meilleure société. Ils sont très croyants et invoquent Dieu, la Vierge, les saints dans la tempête"* (...) Un capitaine de bateau négrier écrit : *"Quoique ces infortunés esclaves n'aient pour la plupart aucune idée de la véritable religion et du culte que le vrai Dieu exige de ses créatures, il ne faut rien négliger pour leur inspirer le respect dû à l'Etre suprême. A cet effet, on ne manquera pas de faire trois prières publiques par jour, l'une le matin, l'autre à midi et la troisième le soir. C'est par l'exemple qu'il faut les persuader. Les sentiments de dévouement, d'humiliation, de confiance et de reconnaissance sont un langage que les sourds et les muets comprennent et c'est le seul qui puisse faire impression sur cette espèce de gens"*. (Vermeil 1993).

Le changement viendra du fond du peuple, de son intervention dans la vie sociale et politique dans les villes, de la révolte des campagnes, et ce raz de marée d'idées et d'actions d'une puissance impressionnante va accélérer une histoire jusque-là désespérément lente.

20 - La Révolution française, jusqu'à la déchristianisation

"La grande Révolution française fut le troisième soulèvement de la bourgeoisie (Note : après la Réforme protestante en Allemagne, et après la Révolution bourgeoise anglaise sous le manteau idéologique du Calvinisme) ; mais elle fut le premier qui rejeta totalement l'accoutrement religieux et livra toutes ses batailles sur le terrain ouvertement politique ; elle fut aussi le premier qui poussa jusqu'à l'anéantissement de l'un des combattants, l'aristocratie, et jusqu'au complet triomphe de l'autre, la bourgeoisie" (Engels 1892). Les mesures qui sont prises par la révolution française sont étonnantes. De nos jours, la bourgeoisie a réglé son problème avec l'Eglise. Elle fait semblant d'avoir oublié jusqu'où il lui a fallu aller avant cela. Mais il est important de connaître ces événements. Ils montrent qu'une force redoutable opposée au changement social peut être vaincue.

En 1789, le camp de la bourgeoisie et celui des nobles et de l'Eglise se sont considérablement renforcés. L'Eglise détient une part énorme des richesses du pays. On estime que la totalité des terres, des bâtiments, et des biens du clergé vaut 4 000 millions de livres. La dîme, impôt détesté avec d'autres et payé par le paysan, rapporte à l'Eglise 123 millions de livres par an. Les 131 archevêques et évêques de France touchent chaque année 14 millions de livres. Le cardinal de Rohan, archevêque de Strasbourg, peut s'acheter un collier de diamants pour 1 400 000 livres, en vue d'obtenir les faveurs de la reine, Marie-Antoinette. A côté de quoi, les petits curés des villages vivent dans la misère, proches du peuple.

La fièvre révolutionnaire commence avec la convocation des Etats généraux par le roi, à Versailles. La société est représentée en trois catégories. La noblesse a 270 députés. Le clergé en a 291, mais on peut clairement voir une différence entre un petit groupe de robes violettes du haut clergé, et 200 curés en robe noire. Noblesse et clergé représentent 500 000 personnes dans le pays. Le reste de la population, 25 millions de gens, est représenté par 578 députés, c'est le Tiers Etat. C'est là que sont aussi les bourgeois. Le problème est que l'Etat est endetté, au point qu'il faut sans faute voter de nouveaux impôts. Le clergé et les nobles n'en payent pas, et ne veulent pas payer. Or la tradition veut que pour les votes, les trois ordres aient une voix chacun : le clergé une voix, la noblesse une voix, le Tiers Etat une voix.

Le tiers-Etat se rebelle, et exige qu'on vote selon le nombre de députés. Commence une guerre des nerfs : personne ne bouge, pendant des jours. Le 17 juin 1789, les petits curés abandonnent le camp des puissants au pouvoir, et se rangent avec le Tiers Etat. C'est le début de la révolution. A partir de là, le petit peuple de Paris lui-même s'y met pour pousser les choses plus loin, aussi loin que nécessaire. Le 14 juillet, il prend la Bastille. Les deux semaines suivantes, la révolte s'étend aux campagnes. Partout, on se soulève, on va droit au donjon où se trouve le seigneur. Objectif, brûler les titres par lesquels celui-ci s'est arrogé tous les droits de tondre le paysan. C'est le vieux mouvement communiste qui renaît. C'est la victoire de la lutte de Münzer en Allemagne, de Winstanley en Angleterre, et de bien d'autres. Les paysans sont en train de s'attaquer à la sacro-sainte propriété.

Toutes les classes possédantes s'effrayent, nobles, clergé, et bourgeois. C'est le moment que les bourgeois choisissent pour abattre leur carte. Il faut donner quelque chose, un bout de terre, au paysan pour le calmer avant qu'il ne ramène le monde à un système sans aucune propriété, ou à une propriété commune. Ils proposent de faire payer ce sacrifice par

l'Eglise. Tous les biens de l'Eglise sont déclarés biens de la Nation, et ne lui appartiennent donc plus. Tant que le peuple est mobilisé, et il l'est d'une manière incroyable, nobles et clergé n'osent pas l'affronter. Mais déjà, ils préparent mille complots. Tous les princes d'Europe se contactent pour préparer une grande guerre internationale et voler au secours des nobles de France. L'Eglise se charge de la guerre interne. Elle prépare systématiquement la guerre civile. Toute sa machinerie est mobilisée. Son centre de commandement est le palais des papes, à Avignon. *"Palais monstre qui couvre la croupe d'une montagne de ses tours obscènes, lieux de volupté, de torture, où les prêtres montrèrent aux rois qu'ils ne savaient rien, auprès d'eux, dans les arts honteux du plaisir. L'originalité de la construction, c'est que les lieux de torture n'étant pas bien éloignés des plus luxueuses alcôves, des salles de bal et de festin, on aurait bien pu, parmi les chants des cours d'amour, entendre le râle, les cris, le bris sec des os qui craquaient"* (Michelet).

Dans tout le pays, ordre est donné aux curés de se taire sur la suppression de la dîme que vient de voter l'Assemblée révolutionnaire. Ordre est donné de faire croire aux gens qu'on va leur prendre un tiers de leurs meubles et de leurs bestiaux. Le haut clergé instaure un véritable régime de terreur contre les petits curés. *"Ce fut pour défendre leurs monstrueuses fortunes, leurs millions, leurs palais, leurs chevaux et leurs maîtresses, que les prélats imposèrent aux prêtres la loi du martyr. Tel qui voulait garder 800 000 livres de rente fit honte au curé de campagne des 1 200 francs de traitement qu'il acceptait de l'Assemblée. Le clergé inférieur se trouva ainsi tout d'abord, et pour une question d'argent, mis en demeure de choisir. Les évêques ne lui donnèrent pas un moment pour réfléchir, lui déclarèrent que, s'il était pour la nation, il était contre l'Eglise -hors de l'unité catholique, hors de la communion des évêques et du Saint Siège, membre pourri, rejeté, renégat et apostat"* (Michelet).

La guerre de classe entre la bourgeoisie et la noblesse prend la forme d'une guerre directe avec l'Eglise elle-même. L'Assemblée décide que désormais les évêques seront élus, et non pas nommés par l'Eglise. Elle décide aussi que le petit clergé sera mieux payé et aura 1 200 livres par an au lieu des misérables 750 auparavant. Par contre, on fait des économies sur le haut clergé, pour lequel on ne consacre plus que 77 millions au lieu de 300 auparavant. Le 13 février 1790, la révolution supprime le clergé régulier, celui qui ne vit qu'entre religieux. Le clergé séculier, qui vit avec les gens, est réorganisé, et les curés seront élus, comme tous les fonctionnaires. Les textes du pape seront d'abord lus par l'Assemblée avant lecture dans les églises, et s'il le faut, censurés. Par contre, les curés devront lire les textes décidés par l'Assemblée. On coupe les liens avec Rome, l'Eglise devient nationale. On supprime aussi un impôt dû par les églises à Rome, les annates. On se contentera d'envoyer une lettre respectueuse au pape. L'Assemblée donne l'autorisation aux hommes et aux femmes enfermés dans les monastères, d'en sortir s'ils le désirent. Nombre le font, comme une libération.

L'Eglise réclame d'avoir un statut de religion dominante. L'Assemblée lui répond : *"Rien ne doit dominer que le droit et la justice"*. Et c'est la liberté religieuse qui est consacrée dans la Déclaration des droits de l'homme. Cette déclaration, le pape la rejette et la déclare impie. Le 27 novembre 1790, l'Assemblée exige des curés qu'ils prêtent serment à la Nation. La moitié des curés accepte, les autres refusent, dirigés par l'archevêque d'Aix, Boisgelin. L'Assemblée révolutionnaire est inquiète de ce refus d'une partie importante des curés. S'ils font la grève des cultes, ils peuvent entraîner un mécontentement populaire contre la

révolution. On décide de les payer 500 livres, en attendant d'être en mesure de pouvoir les remplacer. Mais l'Eglise déclare la guerre aux curés qui ont prêté serment à la Nation. Elle fait saboter les enterrements, les mariages qu'ils officient. Elle déclare concubins ces mariés. On brise les fenêtres de ces curés maudits, et on leur envoie des chiens. Cette partie du clergé renforce alors le parti de la révolution, le club des Jacobins. Le club des Jacobins ajoute à son programme la séparation définitive de l'Eglise et de l'Etat, la suppression du budget des cultes que l'Etat verse à l'Eglise. En 1791, des Jacobins proposent de mettre en place des fêtes nouvelles, destinées à remplacer les anciennes fêtes religieuses. On commémore les événements de la révolution, le 20 juin, le 14 juillet, le 4 août. On fête les révolutionnaires tués, Desilles à Nancy, Simoneau à Etampes. Une forme de religion nouvelle de la nation apparaît. On mêle des pratiques d'anciennes cérémonies et de plus récentes, comme la fête de la Fédération.

Eté 1791, les biens du clergé commencent à être vendus. Les bourgeois, les municipalités qui les achètent s'engagent en fait dans la révolution. Ils payent en assignats, un papier qui ne vaudra rien si la Révolution échoue. En 1792, les forces de la noblesse de toute l'Europe sont sur le point d'étrangler la révolution. Même le commandant en chef des armées françaises a trahi, payé par les princes. Le peuple de Paris prend les choses en main, oblige les bourgeois hésitants à réagir vite et fort. Ils s'appellent eux-mêmes les sans-culottes, et sont partout, organisés, mobilisés à traquer les faiblesses et les trahisons chez le bourgeois. Les sans-culottes surveillent le clergé. Pas de problème avec les curés qui, comme Jacques Roux, sont à leurs côtés. Mais les autres, même s'ils ont prêté serment il y a deux ans, deviennent maintenant suspects. Le 10 août 1793, pour la fête de l'Unité et de l'Indivisibilité, on n'invite plus le clergé. Le peuple, lui, voue une véritable dévotion laïque, non croyante, à ceux qui sont morts pour la liberté, Lepeletier, Chalier, Marat.

Paris dirigé par les sans-culottes veut aller au-delà de ce qu'a décidé l'Assemblée bourgeoise. Il veut plus qu'une remise à sa place de l'Eglise, il veut la déchristianisation. Le 2 septembre 1792, la section Poissonnière prend cet arrêté : *"la section, considérant les dangers imminents de la patrie et les manoeuvres infernales des prêtres, arrête que tous les prêtres et personnes suspectes, enfermés dans les prisons de Paris, Orléans et autres, seront mis à mort"*. Deux sections votent ce texte. Le massacre dure quatre jours. Du 2 au 6 septembre, 960 prisonniers sont tués. C'est une vengeance populaire, exécutée par quelques 300 personnes, limonadiers, savetiers, boulangers ou tailleurs. La peur change de camp, et pour la première fois, les royalistes se mettent à trembler. L'Assemblée est horrifiée, mais reste incapable de s'en prendre au roi. Elle continue de s'en prendre à l'Eglise, détestée. Elle lui enlève l'administration des naissances, du mariage et de la mort. L'état-civil devient une affaire laïque, et le divorce est autorisé. On lui prend même les cloches pour fondre des canons, et on récupère le plomb des cercueils pour fondre des balles. Le 22 septembre 1792, commence un nouveau calendrier, non-chrétien. La semaine s'appelle sans-culottide et dure 10 jours. Le mois fait 3 sans-culottides. On appelle ces mois vendémiaire, brumaire, frimaire, nivôse, pluviôse, ventôse, germinal, floréal, prairial, messidor, fructidor, thermidor. Le 10 octobre 1793, Fouché interdit toute cérémonie religieuse hors des églises. Les convois funèbres deviennent laïcs. A l'entrée des cimetières, on fait mettre cette inscription : *"La mort est un sommeil éternel"*. Dans les provinces, les mesures sont souvent imposées d'en bas.

Le roi Louis XVI trahit. Il a tenté de fuir le pays, a été rattrapé et ramené à Paris par le peuple. Il est prouvé qu'il a comploté avec les armées étrangères pour renverser la révolution.

Il est guillotiné le 21 janvier 1793. Aux yeux du monde entier, cette exécution qui se fait au nom du peuple, est une révolution incroyable. Tous les puissants du monde frémissent. La vaste coalition des rois et des princes regroupait déjà l'Autriche, la Prusse, l'Espagne, la Hollande contre la France révolutionnaire. A l'annonce de l'exécution de Louis XVI, la Russie et la Grande-Bretagne s'y ajoutent. La France révolutionnaire est seule face au vieux monde.

En octobre 1793, brumaire an II, la déchristianisation s'amplifie. Les Jacobins obligent l'évêque de Paris à abdiquer. On organise une fête de la Liberté dans Notre-Dame le 20 brumaire, et on consacre la cathédrale à la Raison. On bâtit dans le chœur un temple de la Philosophie, orné avec les portraits des pères de la Révolution. Une montagne porte ce temple. Sur un rocher, brûle le flambeau de la Vérité. Deux rangs de jeunes filles en robes blanches sont couronnées de chêne. Pour représenter la Raison, la consigne est *"de choisir pour remplir un rôle si auguste des personnes dont le caractère rende la beauté respectable, dont la sévérité des moeurs et de regards repousse la licence et remplisse les coeurs de sentiments honnêtes et purs"*. *"La raison, vêtue de blanc, raconte Michelet, avec un manteau d'azur, sort du temple de la Philosophie, vient s'asseoir sur un siège de simple verdure. Les jeunes filles lui chantent un hymne ; elle traverse au pied de la montagne en jetant sur l'assistance un doux regard, un doux sourire. Elle rentre, et l'on chante encore... On attendait... C'était tout"*. Les comités révolutionnaires et les sociétés populaires généralisent le culte de la Raison à toutes les églises de Paris. Le 3 frimaire, la Commune décide leur fermeture. Un véritable culte des martyrs naît d'en bas, à l'exemple de l'amour qu'on voue à Marat depuis sa mort.

Mais fin 1793, les dirigeants de la Révolution, le Comité de salut public, mettent un coup d'arrêt à la déchristianisation. Robespierre explique qu'on risque d'entraîner les paysans contre la révolution : *"Celui qui veut l'en empêcher est aussi fanatique que celui qui dit la messe... La Convention ne permettra pas qu'on persécute les ministres paisibles du culte, mais elle les punira avec sévérité toutes les fois qu'ils oseront se prévaloir de leurs fonctions pour tromper les citoyens et armer les préjugés ou le royalisme contre la République"*. Finalement, la Commune insurrectionnelle accepte le principe de la liberté des cultes, mais ne salarie plus les prêtres. C'est la première séparation de l'Eglise et de l'Etat en France. En fait, le mouvement de déchristianisation, et de fermeture des églises, continue quand même pendant des mois encore, et les églises ouvertes sont bien rares. Début 1794, arrive enfin la nouvelle que la révolution a tenu aux frontières face à ses nombreux ennemis. Un Concordat est signé entre la France et Rome.

21 - L'Eglise et la bourgeoisie au pouvoir

Très vite, au lendemain de la révolution, la bourgeoisie a compris que la religion aurait un rôle indispensable pour le maintien de l'ordre social. Elle a vite réalisé qu'elle n'aurait pas les moyens de contenir les mouvements populaires, qui sont déjà apparus contre elle au cours même des événements de 1793-1794. Dès 1801, Napoléon Bonaparte signe un accord, un concordat avec Rome. Sans rendre à l'Eglise la propriété des bâtiments qu'a retirée la révolution, il met à la disposition du culte les édifices devenus propriété d'Etat. L'Eglise, de son côté, se montre arrogante vis-à-vis de toutes les transformations qu'apporte la bourgeoisie. En 1832, l'encyclique "Mirari vos" condamne *"cette maxime fausse et absurde*

ou plutôt ce délire, selon lequel on doit procurer et garantir à chacun la liberté de conscience". En 1907 encore, l'Encyclique "Pascendi" de Pie X est une condamnation du modernisme, défini comme "le collecteur de toutes les hérésies". Les agnostiques, les évolutionnistes, les relativistes, voient leurs idées qualifiées de "délire", "insanité", "audace sacrilège" qui "échauffe la bile".

En France, une fraction de la bourgeoisie souhaite ne plus avoir à subir la présence, l'influence de l'Eglise catholique à la tête de l'Etat. Il ne s'agit pas de remettre en cause la religion, mais de la tenir à l'écart du champ de ses décisions, de séparer physiquement les domaines de l'Eglise et de l'Etat. Elle y aspire d'autant plus que l'Eglise use de tous les moyens pour tenter d'imposer ses volontés dans l'appareil dirigeant. En 1880, l'Etat supprime le dimanche en tant que jour de repos légal obligatoire. En 1883, les militaires sont envoyés dans les écoles pour y retirer les crucifix que les religieux refusent d'enlever. En 1884, le gouvernement autorise le divorce. Les cimetières sont déclarés sans caractère sacré, les prières publiques qui se tenaient à l'ouverture de la session du Parlement sont supprimées.

C'est en 1905 qu'est votée la loi de séparation des églises et de l'Etat. *"Article premier : la République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public. Art. 2 : la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimés des budgets de l'Etat, des départements et des communes toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes".* Dans la pratique, l'Etat n'intervient plus dans le fonctionnement des églises, sauf pour la nomination des évêques, qui sont soumis à consultation des ministères de l'intérieur et des affaires étrangères. L'entretien des bâtiments construits avant 1905 revient à la collectivité publique qui en est propriétaire, l'Etat paye pour l'entretien des cathédrales, la mairie pour une église non classée. La gestion des bâtiments sera faite par des laïcs. Le curé dispose cependant librement des bâtiments, sauf en cas de trouble à l'ordre public. C'est ce droit qu'utilisera l'Etat par exemple dans l'Eglise St Bernard, à Paris, le 23 août 1995, pour en fracturer les entrées à la hache et y expulser les immigrés sans-papiers que le curé avait accepté d'héberger. Des associations à caractère religieux, comme le Secours catholique ou les Scouts, peuvent bénéficier de subventions publiques, du fait qu'elles participent à des tâches d'intérêt général. En 1905, lorsque l'Etat dresse un inventaire des bâtiments et de leur contenu, l'Eglise, alliée avec les royalistes et les ultra-nationalistes, organise une résistance violente.

En 1918, trois départements, le Bas-Rhin, le Haut-Rhin et la Moselle, allemands depuis la guerre de 1870, reviennent à la France. Ils restent soumis aujourd'hui encore au concordat signé du temps de Bonaparte. Ces départements excluent une reconnaissance de la communauté musulmane, assimilent les prêtres reconnus, catholiques, luthériens, réformés, et israélites, à des fonctionnaires publics, payés donc par l'Etat. Des établissements scolaires publics ont un crucifix dans les salles, et un enseignement religieux est obligatoire au primaire et au secondaire. Les idées et les pratiques de l'Eglise catholique ne gênent pas la bourgeoisie française. Son seul problème est de ne pas la laisser profiter de son rôle pour empiéter sur son pouvoir. Mais la bourgeoisie a besoin du travail idéologique de l'Eglise, et l'Eglise qui le sait, oeuvre à retrouver une place toujours plus grande. Simplement, pour des raisons d'opportunité et d'efficacité, elle le fait très discrètement.

Le vieux conflit de pouvoir entre Eglise et Etat est toujours là. De temps à autre, on en

voit une manifestation superficielle. En 1984, la gauche au gouvernement reparle dans son programme électoral d'une école laïque pour tous. L'Eglise alliée avec toutes les forces de droite et d'extrême-droite, réagit en organisant une gigantesque manifestation. Trop heureux d'avoir une bonne raison de pouvoir remballer un projet dont l'application aurait nécessité une vraie bataille, Mitterrand recule, au nom de l'unité nationale. En 1994, la droite étant cette fois au gouvernement, le ministre de l'éducation François Bayrou propose de donner aux écoles privées, gérées par l'Eglise catholique, les mêmes subventions financières que les écoles de la République. Pour la gauche, c'est l'occasion de proclamer sa force elle aussi par une large manifestation.

Mais il faut regarder de près les circuits financiers pour comprendre la réalité des rapports entre la République bourgeoise et l'Eglise. On voit alors qu'ils sont loin d'être si opposés, et on constate que les hommes politiques au gouvernement, de gauche comme de droite, ont décidé depuis de nombreuses années de donner à l'Eglise des moyens considérables. L'enseignement privé en France concerne près de 2 100 000 élèves, soit 17% des effectifs scolarisés, et reçoit de l'Etat près de 36 milliards de francs. L'éducation nationale a un budget de 318 milliards pour 10 250 000 élèves. En moyenne l'Etat paye donc 31 000 F pour un élève de l'éducation nationale, et 17 000 F pour un élève de l'Enseignement privé. C'est un soutien qui compte.

22 - L'affaire Dreyfus et l'antisémitisme moderne

Dans les dernières années du 19^{ème} siècle, l'affaire Dreyfus secoue profondément la société française. C'est à ce moment que la gauche réformatrice, qui ne prétend plus changer l'ordre en place, prend sa forme actuelle, avec des partisans au sein même de la bourgeoisie. C'est à ce moment aussi que la bourgeoisie choisit la forme républicaine de gouvernement, au détriment de la Monarchie ou de l'Empire, qui avaient occupé la plus grande partie du siècle. Choisir la forme républicaine implique de réduire les influences encore énormes de l'Eglise dans l'Etat et la vie sociale. Se pose aussi la question de la place à donner à l'armée, plusieurs fois utilisée au cours du siècle pour mener la répression contre le mouvement ouvrier. Le mouvement ouvrier doit gérer le problème de l'attitude à avoir vis-à-vis de la question juive. L'affaire Dreyfus dévoile à quel point il est a priori désarmé, voire infecté par l'antisémitisme.

L'affaire débute en 1894, par la condamnation de l'officier Dreyfus pour espionnage. Il est dégradé et déporté à vie par un tribunal militaire. Contre lui, on montre un bordereau, une promesse de renseignements à caractère militaire destinée à l'ambassade d'Allemagne. Tout le monde croit à la responsabilité de Dreyfus. Seul son frère Mathieu, persuadé que Dreyfus est innocent, se bat, et convainc quelques personnalités qui demandent la révision du procès. Les journaux hurlent alors à l'atteinte à l'ordre moral : de quel droit ose-t-on contester l'armée ? Au sommet de l'armée, des officiers républicains enquêtent. Le colonel Picquart, un moment chef du Service de renseignements, trouve le vrai coupable. Mais les partisans d'une armée muette, incontestable et incontestée, le font muter en Tunisie, où il est arrêté et réformé. La hiérarchie militaire est surtout faite de partisans d'un régime fort, ou d'un retour à la Monarchie. De nombreux faux documents sont fabriqués par le Service des Renseignements pour soutenir la culpabilité de Dreyfus.

Dreyfus est arrêté. La presse nationaliste, de droite, l'attaque violemment, et raille son

origine juive. Depuis 1887, le journaliste et homme politique catholique Edouard Drumont a entamé une campagne contre les Juifs. Il les accuse d'être les vrais dirigeants de la société française, les profiteurs du capitalisme. Drumont écrit dans son livre *La France juive* : *"Qu'est-ce qui nous gouverne ? Qui est le vrai maître ? C'est le Juif. C'est le Juif qui tient tout dans ses mains"*. Et il donne les moyens de reconnaître ce Juif : *"Le Sémite, qui est mercantile, cupide, intrigant, subtil, rusé"*. Drumont bénéficie du vieux capital anti-Juif, antisémite, hérité par quinze siècles de propagande chrétienne. Il est d'ailleurs relayé par la presse catholique, par les intellectuels catholiques. Georges Bernanos écrit que les Juifs sont une *"tumeur"*, un *"cancer"*, et que *"La France juive"* est *"un livre magique"*.

Le mouvement ouvrier européen juge la situation des Juifs comme une arriération médiévale que le socialisme fera oublier. Il ne voit pas la nécessité de s'opposer à l'antisémitisme, gêné sans doute par le contenu apparemment anticapitaliste qui y est mis maintenant. Les textes du jeune Marx sur ce sujet ne donnent aucune base politique permettant de prendre position clairement : *"L'argent est le dieu jaloux d'Israël, devant qui nul autre dieu ne doit subsister"*, explique-t-il dans *"La question juive"* (1844). Le père de l'anarchisme français, Proudhon, écrit du Juif qu'il faut *"demander son expulsion de France, à l'exception des individus mariés avec des Françaises ; abolir les synagogues, ne les admettre à aucun emploi (...) Il faut renvoyer cette race en Asie ou l'exterminer"* (Proudhon 1858). L'anarchiste Emile Pouget se plaît à reprendre allègrement le langage antisémite dans *Le Père peinarde* : *"Un youtre alsacien, Dreyfus, grosse légume au ministère de la Guerre, a bazardé un tas de secrets militaires en Allemagne. Ohé bourgeois, ne vous épatez donc pas ; les militaires ont ça dans le sang"*. Jaurès a un style plus élégant, mais ne fait pas mieux sur le fond : *"Sous la forme un peu étroite de l'antisémitisme se propage en Algérie un véritable esprit révolutionnaire"* (1895). Le mouvement socialiste a une quarantaine de députés, élus depuis l'année précédente. Il est en pleine crise de croissance, partagé en quatre organisations. Seul le parti de Jean Allemane prend position pour Dreyfus. Il vient de se séparer des *"Possibilistes"* de Paul Brousse, qui ont de nombreux élus, et se taisent pour ne pas risquer de les perdre. Quant au Parti ouvrier français de Guesde et Lafargue, il considère que cette affaire ne le concerne pas, qu'elle est interne à la bourgeoisie.

Le mouvement ouvrier, à de très rares exceptions près, ne comprend absolument pas le danger de l'antisémitisme moderne. Il n'est plus un simple argument religieux, ni un moyen de fabriquer un bouc émissaire populaire aux problèmes quotidiens. Il est en train de devenir un vecteur par lequel une partie de la bourgeoisie tente de détourner l'anticapitalisme montant et de plus en plus puissant des masses ouvrières et paysannes pour l'amener vers une cible erronée. Drumont se déguise en anticapitaliste pour mener cette opération : *"Avec le sémite, tout part de la Bourse, tout revient à la Bourse, toute action se résume à une spéculation (...) Sur qui pèse le régime actuel ? Sur l'ouvrier révolutionnaire et sur le conservateur chrétien. L'un est atteint dans ses intérêts vitaux ; l'autre blessé dans ses croyances les plus chères"*.

L'auteur du faux bordereau, le commandant Esterhazy, passe en procès devant un tribunal militaire, qui l'acquitte le 11 janvier 1898. Deux jours plus tard, Zola écrit son fameux texte *"J'accuse"*, et donne les noms des membres de l'Etat-major militaire qui ont les preuves de l'innocence de Dreyfus. C'est seulement à partir de cet acte audacieux que le nombre des partisans de Dreyfus commence à augmenter. Progressivement, la France se partage entre Dreyfusards et anti-Dreyfusards. Zola condamné à un an de prison, et doit s'exiler. La droite, l'extrême-droite et l'Eglise lancent une campagne de manifestations de

haine anti-juive. Des foules déchaînées hurlent aux quatre coins de la France, et aussi en Algérie : *"Mort aux Juifs ! Mort à Zola ! Mort à Dreyfus !"* Le gouvernement, l'armée, ne bougent pas. Pas question de reconnaître une erreur dans l'armée. Elle sert encore couramment dans les manifestations ouvrières. Et on compte 1 200 000 journées de grève en 1898, chiffre à la hausse. A Paris, quelques anarchistes rejoignent les allemanistes, et ensemble, réussissent le 17 janvier 1898 à occuper de force la salle du Tivoli-Vauxhall où les anti-dreyfusards devaient se réunir, et empêchent cette manifestation.

En juin 1898, Jaurès infléchit sa position. Il apporte son soutien à Dreyfus, mais continue de justifier l'antisémitisme : *"Nous savons bien que la race juive (...) toujours dévorée par une sorte de fièvre du gain quand ce n'est pas la fièvre du prophétisme, (...) manie avec une particulière habileté le mécanisme capitaliste, mécanisme de rapine, de mensonge, de corruption et d'extorsion. Mais (...) ce n'est pas la race qu'il faut briser ; c'est le mécanisme dont elle se sert, et dont se servent comme elle les exploiters chrétiens"*. Jaurès met toute son énergie dans la bataille, y perdant son siège de député à Carmaux, mais sa popularité entraîne l'adhésion d'une bonne part des militants socialistes. Dans la haute société, un certain nombre de bourgeois républicains s'organisent aussi. La bataille pour Dreyfus est pour eux l'occasion de se reconnaître, de mettre en place des fonctionnements. Ce sont les débuts de la gauche notable et officielle en France. La Ligue des droits de l'Homme, la Franc-maçonnerie, se mobilisent. Dreyfus est gracié en 1899. La victoire électorale de cette gauche en 1902 permet l'ouverture d'un procès en révision pour Dreyfus. Il est réintégré dans l'armée en 1906.

Derrière la violence du combat qu'ont pu se mener en apparence gauche et droite, se met en réalité en place un fonctionnement politique durable entre deux tendances partisans d'un même système politique, la République bourgeoise, et surtout d'un même système économique, le capitalisme. Cette gauche réformiste, en partie d'origine ouvrière et populaire, en partie fabriquée aussi dans les hautes sphères bourgeoises, abandonne le combat et l'espoir révolutionnaire en actes, mais qui n'y renonce en paroles que progressivement. Elle continue à mettre en avant ses origines pour se distinguer de la droite. Il faut attendre la déclaration de la guerre en 1914 pour réaliser à quel point ce mouvement est en fait installé dans le système bourgeois, l'ensemble des partis de gauche prenant le camp de la défense nationale, et abandonnant toute position internationaliste. Le nouveau fonctionnement politique met sur la touche une partie de la droite partisane de régime fort, monarchistes, gens d'extrême-droite. Mais ceux-ci restent durablement puissants dans le pays, comme le montreront les événements de 1934, l'arrivée au pouvoir de Pétain, sans compter les résultats importants de l'extrême-droite avec la montée de la crise dans les années 1980-1990.

Le mouvement ouvrier français ne domine toujours pas aujourd'hui le problème de l'antisémitisme. Le journal trotskyste Lutte ouvrière consacre une double page à l'affaire en ignorant complètement l'intoxication du mouvement ouvrier par l'antisémitisme. Il se satisfait au contraire en proclamant que *"l'Affaire amena la gauche à combattre ces idées, et les socialistes à prendre position officiellement contre l'antisémitisme, en congrès"*. Et il considère *"qu'aussi haineuse qu'ait pu être la campagne antisémite de la droite, l'antisémitisme n'était qu'un prétexte"*. (Lutte ouvrière 27/5/1994). Son confrère Rouge souligne largement l'antisémitisme qui règne parmi les dirigeants des partis ouvriers. Mais c'est pour en conclure que *"la lutte contre le racisme ou pour les droits de l'Homme en général n'est pas étrangère à la lutte des classes"* et doit donc être prise en compte par le

mouvement socialiste (Rouge 15/1/98). Ni l'un ni l'autre ne voient le coeur du problème. L'antisémitisme moderne est utilisé de manière volontaire pour intoxiquer le mouvement ouvrier. C'est un calcul politique très précis, et qui a montré son efficacité en Europe dans les années 1930 et 1940.

La lutte contre l'antisémitisme ne doit pas se limiter à une simple revendication antiraciste ou une simple défense des droits de l'homme, que les démocrates bourgeois reprennent de manière tout à fait correcte. Il est essentiel au contraire de mettre en avant la nature anti-ouvrière de l'antisémitisme, que personne d'autre que les véritables socialistes, les véritables communistes ne mettra en avant. Devenu incapable d'empêcher l'existence d'un mouvement ouvrier lorsqu'il devient massif et puissant, le capitalisme ne peut plus l'affronter de face. Il choisit d'en détourner la cible vers le Juif, au lieu du capitaliste. Cette stratégie a réussi au 20ème siècle. Une part suffisante des masses a été dévoyée, et leur énergie révolutionnaire détournée vers des cibles erronées, grâce à l'antisémitisme moderne. Les six millions de Juifs morts ne sont déplorés qu'en tant qu'êtres humains. C'est une chose effectivement dramatique et intolérable. Mais ils ont aussi été le prix à payer pour sauver le capitalisme international, gravement mis en danger par l'effervescence économique, politique et sociale consécutive à la grande crise de 1929. En ce sens, ces six millions de morts sont aussi, et principalement, les morts du grand combat mondial entre le capitalisme réel et le véritable socialisme. L'antisémitisme est bien plus qu'un "prétexte".

23 - l'Eglise et la classe ouvrière

Le 19ème siècle est un siècle d'espoir pour la classe ouvrière, nouvelle classe travailleuse, produit du capitalisme industriel, et en plein développement à partir de l'Europe occidentale. Pour la première fois dans l'histoire de la société de classes, les exploités ne fondent plus leur espoir dans le cadre de la religion. Ils espèrent dans le socialisme, dans le communisme. Ce grand courant de pensée prend une importance considérable tout au long du 19ème siècle, malgré les coups reçus et les reculs.

Les socialistes reprennent bien des idées qui avaient dû auparavant être émises au sein de courants religieux communistes, des Zélotes Juifs aux protestants de Münzer. Les premiers socialistes sont d'abord des utopistes, des bourgeois honnêtes et foncièrement généreux, qui cherchent à échafauder un modèle de vie sociale harmonieuse. Le progrès matériel qui explose sous leurs yeux leur dit clairement que la solution du problème humain est dans la réorganisation de la société. C'est au milieu du siècle, à partir de 1848, qu'apparaît le courant marxiste. C'est à ce moment aussi qu'on trouve l'expression "démocratie chrétienne". C'est le signe que l'Eglise, enfin, accepte l'idée de démocratie. La révolution de 1789 n'aura pas suffi. Il aura fallu aussi celle de 1848 qui voit l'Europe toute entière se mettre à bouger au nom des valeurs de liberté et de démocratie.

Mais c'est sans doute 1871 qui fait vraiment découvrir à l'Eglise ce qu'est la classe ouvrière, et ce que peut être le mouvement ouvrier. En 1871, les événements ont amené la population de Paris, débarrassée pendant près de deux mois de tous les dirigeants, des riches, et de tout le personnel qui leur est directement lié, à inventer une nouvelle manière de vivre et de se gouverner. Paris respire un air incroyable et totalement neuf de liberté gagnée d'en bas. Rien ne sépare plus fondamentalement les intérêts des uns et des autres. L'absence, un

moment, de la police, de l'armée bourgeoise, donnent un premier avant-goût de ce que pourrait être une société sans Etat. Ce n'est pas du tout l'anarchie dans Paris. Si par certains aspects, on improvise, on tâtonne, on fait des erreurs, tous les actes vont dans un même sens commun : améliorer immédiatement la vie des plus pauvres, de ceux qui travaillent le plus dur, se mettre au service de la classe qui travaille et produit, commencer à imaginer un fonctionnement basé sur ces préoccupations que l'on puisse proposer à tout le pays, et même au monde entier. C'est la révolution sociale. Elle a surpris tous les responsables de la société, l'Eglise comme le monde politique ou les dirigeants de l'armée.

La Commune de Paris ne s'occupe pas des idées religieuses elles-mêmes. Mais elle s'en prend au pouvoir de l'Eglise. Elle se sert des églises pour en faire des lieux de réunions, à l'égal des écoles et autres salles, pour que le peuple apprenne à discuter, réfléchir et décider collectivement. Elle décrète le 2 avril 1871 la séparation de l'Eglise et de l'Etat, que la bourgeoisie sera incapable de régler avant 1905. Elle supprime le budget des cultes. Elle décide la sécularisation, la restitution à des laïcs, des biens des congrégations religieuses, mais cette mesure n'est pas réalisée. La moitié des élèves sont alors dans des écoles religieuses, et il y a des crucifix dans les écoles publiques. Le 11 mai, la Commune interdit l'enseignement confessionnel, et donne l'ordre d'enlever tous les emblèmes religieux des écoles.

Face à la Commune, la seule et unique réponse que trouve la bourgeoisie, et derrière elle, apeurés, tous les propriétaires de terres, de logements, d'entreprises, est de massacrer cette expérience, jusqu'à vouloir en effacer le souvenir. L'armée tue pendant une semaine sans discontinuer quiconque est seulement suspect d'avoir joué le moindre rôle dans la Commune de Paris. L'Eglise considère que les événements tragiques, cette révolution, sont un châtiment de Dieu. Pour calmer sa colère, et ramener le peuple dans le droit chemin de l'Eglise de Rome, des catholiques proposent qu'on édifie un sanctuaire expiatoire, un monument qui dise à Dieu pardon de l'avoir offensé par l'existence de cette Commune. L'Eglise obtient de l'Etat une loi qui déclare ce projet d'utilité publique. C'est le "Sacré-Coeur-de-Jésus", qu'on appellera Sacré-Coeur. La première pierre est posée en 1875, et la construction se termine en 1919. Il est devenu un des bâtiments les plus visités par les touristes, en haut de la butte Montmartre, là-même où la population parisienne avait pris les armes, et commencé à changer le monde. Marx tire des conclusions importantes de la Commune de Paris : *"Le Paris ouvrier, avec sa Commune, sera célébré à jamais comme le glorieux fourrier d'une société nouvelle. Ses martyrs sont enclos dans le grand coeur de la classe ouvrière. Ses exterminateurs, l'histoire les a déjà cloués au pilori éternel, duquel toutes les prières de leurs prêtres n'arriveront pas à les racheter"*.

Les responsables de l'Eglise savent qu'ils ont sur les bras un problème grave, énorme, qui n'est en rien réglé. L'Eglise, qui n'avait pas évangélisé la classe ouvrière, s'est maintenant totalement coupée de cette partie de la population, alors que son nombre et sa place ne cessent d'augmenter. Il lui faut trouver les moyens de la gagner. Une expérience est faite en 1887, avec la création d'un syndicat chrétien, parmi les employés, à l'initiative des Frères des écoles chrétiennes Hiéron. Le S.E.C.I., Syndicat des Employés du Commerce et de l'Industrie, reste squelettique, et ne réunit, six ans après, que 500 adhérents. En 1891, une encyclique, un texte officiel rédigé par le Vatican à destination du monde entier, l'Encyclique "Rerum novarum" parle pour la première fois de la classe ouvrière. Elle le fait avec des gants. Après avoir démontré sa thèse selon laquelle la propriété privée est un droit naturel, elle explique que la

socialisation de cette propriété n'est en rien une solution. Puis elle en arrive à la position de l'Eglise. Elle justifie son droit à intervenir dans les affaires sociales, en vue d'alléger "*la misère imméritée des travailleurs*". Elle soutient également l'idée que l'Etat est en droit d'intervenir dans la vie économique, allant contre la théorie libérale du "*laissez faire*". Ainsi, dit-elle, on pourra aller vers une meilleure distribution de la propriété entre les hommes. Enfin, elle préconise et soutient les associations professionnelles en faveur des travailleurs, organisées par des catholiques. Il s'agit donc que l'Eglise n'abandonne pas la classe ouvrière aux socialistes.

Mais l'Eglise hésite sur un point encore. Ces associations ne doivent-elles être ouvertes qu'aux seuls ouvriers, comme le sont les syndicats, ou doit-on au contraire y admettre à égalité les patrons, ce qui en ferait des corporations analogues à celles du Moyen-âge ? "*Rerum novarum*" ne tranche pas. Elle préconise des associations ouvertes, mais au dernier moment, on a modifié le texte pour ne pas interdire la possibilité de syndicats purement ouvriers. La caution de l'Eglise qui déclare se préoccuper de la condition ouvrière, est un tournant qui aide un certain nombre de patrons réactionnaires à accepter les syndicats, à les légaliser, en les plaçant sous un certain contrôle. De manière plus profonde, cette attitude annonce l'ouverture d'une voie vers la constitution d'une aristocratie ouvrière, partie de la classe ouvrière relativement privilégiée avec laquelle la bourgeoisie n'entretient pas un rapport de guerre ouverte, mais au contraire un rapport de collaboration morale et matérielle. Cette existence conditionne la réussite d'une politique réformiste, alternative au danger révolutionnaire qu'il s'agit d'écartier absolument.

A la suite de "*Rerum novarum*", deux acteurs se mettent en place en France, les jésuites de l'Action populaire, et la revue La Chronique sociale de France, en 1898. Autour de celle-ci, se monte une école de conférenciers, qui donne à la revue une structure militante, et commence par être présente dans le sud-est. L'échec cuisant que l'Eglise subit avec la fin de l'affaire Dreyfus et plus encore la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 la décide à mettre un grand coup d'accélérateur pour pénétrer la classe ouvrière. De 1903 à 1912, l'Action populaire des Jésuites diffuse plus d'un million de brochures, 200 000 almanachs, 150 000 feuilles volantes destinées aux militants.

A partir de 1911, l'Eglise s'oriente vers la création d'un syndicat chrétien. "*Le syndicalisme ouvrier (catholique)*", explique le directeur de l'Action populaire, *s'impose à qui veut combattre le syndicalisme révolutionnaire (et socialiste) qui a fasciné les classes ouvrières les détournant de Dieu. Il faut, pour animer la vie chrétienne une action coordonnée des laïques et du clergé*". C'est donc une initiative venant d'en haut dont il s'agit, directement destinée à combattre les dangers révolutionnaires du mouvement ouvrier socialiste. En 1912, les animateurs de la Chronique constituent dans le sud-est des associations professionnelles d'employés affiliées à un Syndicat des employés du commerce et de l'industrie. C'est l'embryon de la future CFTC. En 1914, le patron catholique Léon Harmel déclare : "*Si les catholiques avaient commencé les syndicats plus tôt, le socialisme n'aurait pas ravagé nos populations ouvrières*".

La nouvelle Confédération française des travailleurs chrétiens, CFTC, date de 1919. Jules Zirnheld, son président, explique le sens de cette création : "*Il y avait eu l'avènement des Soviets (Note : en 1917) et la constitution de l'Internationale Syndicale Rouge. Il y avait eu, sous la fascination des événements de Russie, le brusque gonflement de la CGT... L'année*

1919 s'ouvre dans un climat de malaise et dans l'obscurité attendue de l'émeute... C'est l'heure pour les catholiques de ne pas boudier la besogne, mais de jeter dans la mêlée le poids de leurs énergies concertées". L'article premier des statuts dit : "Elle (la confédération) estime nécessaire (...) d'assurer une meilleure utilisation des forces productives et une répartition équitable des résultats de la production entre les divers éléments qui y concourent. Elle entend réaliser ces transformations non par la lutte des classes, mais par l'éducation et la collaboration des éléments producteurs, réunis dans des groupes distincts reliés par des organisations mixtes où l'indépendance et les droits de chacun d'eux seront respectés". L'une des idées essentielles du syndicat est qu'il faut gommer l'aspect choquant du salariat, dénoncé par les marxistes comme un système d'exploitation pure et simple, en y introduisant "la participation aux bénéfices de l'entreprise". Ainsi, la dignité de l'ouvrier serait sauvée et cela calmerait les ardeurs révolutionnaires. Quant aux moyens d'action préconisés, "La CFTC considérant la grève comme le dernier moyen à employer pour faire triompher le bon droit cherche à obtenir les résultats souhaités par des moyens pacifiques : démarches, envois de cahiers de desiderata".

1920 est une année d'agitation ouvrière très puissante en France, avec notamment une grande grève des cheminots en solidarité avec la Révolution russe. La CFTC regroupe 156 000 adhérents, dont la moitié paie sa cotisation confédérale. Les effectifs sont les plus nombreux parmi les employés (43 000), les cheminots, surtout en Alsace-Lorraine (36 000), les ouvriers du textile (15 000), les mineurs (10 000), les métallurgistes (8 000) et les ouvriers du bâtiment (7 000). En 1927, le syndicat ouvrier chrétien est complété par un effort en direction de la jeunesse. C'est le lancement de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne, la JOC, lui-même préparé par la mise en place en 1926 de "l'Ordre de Jésus-ouvrier", lien discret si ce n'est secret entre la hiérarchie et les militants de la base. L'ordre se propose "l'apostolat de l'ouvrier par l'ouvrier". En clair, pour gagner des ouvriers, il faut soi-même être ouvrier ou en milieu ouvrier. Le prêtre Georges Guérin lance donc des "équipes ouvrières" au sein d'une ancienne Association catholique de la jeunesse française, l'ACJF, fondée en 1886 par Albert de Mun. Il commence par Clichy, dans la banlieue parisienne, surnommée Clichy-la-Rouge, avec des adolescents apprentis ouvriers, sur le modèle d'une organisation existant déjà en Belgique. Les jocistes créent un autre climat, différent de celui de l'ancienne ACJF, et changent de milieu social. Ce travail est supervisé en haut lieu par le cardinal Verdier, archevêque de Paris, qui suit la croissance de la JOC, et rédige les statuts d'une organisation centrale qui sont promulgués en 1931. Pie XI précise alors la conception de l'Eglise sur les syndicats ouvriers : "Il appartient aux évêques, s'ils reconnaissent que ces associations sont imposées par les circonstances et ne présentent pas de danger pour la religion, d'approuver que les ouvriers catholiques y donnent leur adhésion, observant toutefois à cet égard les règles et les précautions déjà recommandées par Pie X (1903-1914) dont la première et la plus importante est que, toujours, à côté des syndicats, existeront d'autres associations qui s'emploient à donner une sérieuse formation religieuse et morale".

Rapidement, la JOC attire à elle des ouvriers, tandis que la CFTC se développe en milieu employé. En fait, les militants de la JOC deviennent le fer de lance et les futurs cadres de la CFTC. La JOC compte 30 000 membres en 1937, 45 000 en 1939. La CFTC en compte 230 000 en 1935, 400 000 en 1938. En 1934, l'Eglise tente de compléter sa stratégie en créant une Ligue ouvrière chrétienne, la LOC, destinée à gagner et organiser les ouvriers adultes, et même une LOCF, son équivalent féminin. La LOC ne dépasse pas les 6 000 adhérents, même si son mensuel Monde ouvrier a 25 000 abonnés. Ce mouvement, très élitiste, servira surtout

à encadrer les adultes qui sortent de la JOC, que l'on suspecte ou que l'on sent trop influencés par le monde ouvrier.

Toute cette activité est soudain interrompue par la guerre. Le 16 août 1940, le Ministre du Travail du maréchal Pétain annonce la dissolution des confédérations syndicales, CFTC comme CGT. Quelques responsables CFTC protestent. La majorité de la hiérarchie religieuse est enthousiasmée par la mise en place, du haut de l'Etat, de la Charte du travail. Il s'agit d'instaurer un syndicat patronal et corporatiste unique, avec interdiction du droit de grève. Des catholiques républicains sont choqués par la forte coloration royaliste et d'extrême-droite et le renforcement dans les allées du pouvoir des gens de l'Action française. Parmi eux, en 1941, le père jésuite Pierre Chaillet édite, d'en bas, les Cahiers du Témoignage chrétien. En haut, on sort une autre revue, Economie et humanisme, à la direction de laquelle on trouve un maître des forges, Alexandre Dubois, gros patron de la métallurgie française, et un prêtre ouvrier actif parmi les dockers de Marseille, Jacques Loew. A l'idée de participation aux bénéfices, la revue ajoute celle de mise en concurrence des ouvriers, atelier par atelier. La répartition du profit *"est facilitée par la division de l'entreprise en noyaux de travail ayant leur comptabilité propre et au sein desquelles les profits varient selon la qualification et l'effort de chacun"*.

En septembre 1942, l'Allemagne qui occupe le nord de la France impose le Service du Travail Obligatoire, STO, travail forcé en Allemagne pour tous les Français de 18 à 50 ans, et les Françaises de 21 à 35 ans. Le père Dillard, Jésuite de l'Action populaire se déclare volontaire. Selon Jacques Duquesne, *"hanté par le spectre du bolchevisme, il expose que si de nombreux chrétiens ne se rendent pas en Allemagne, il se constituera là-bas une masse prolétarienne athée, plus ou moins encadrée par les communistes qui, après la victoire de l'Armée rouge, refluera sur l'Europe occidentale pour y être le fer de lance de la révolution bolchevique"*(Parigaux 1987). 25 prêtres-ouvriers suivent Dillard. Le mouvement des prêtres-ouvriers est né. Certains seront repérés par les Allemands, et expulsés, quelques-uns envoyés en camp de concentration.

Le tournant de la guerre s'annonce en septembre 1943, avec le débarquement des alliés en Italie. Le catholique Gilbert Dru croit à la mort du parti socialiste SFIO après la guerre. Il fonde un parti destiné à en prendre la place, le MRP, Mouvement Républicain Populaire. A la libération, le MRP est effectivement l'un des trois partis au gouvernement, avec le parti socialiste SFIO et le PCF. Les cadres de la CFTC préfèrent aller au MRP. Force Ouvrière apparaît en 1948, par une scission de la CGT, menée elle aussi par un syndicat d'employés. Le PCF vient d'être renvoyé du gouvernement. La guerre froide a commencé sur le plan international, et il n'est plus question de faire de concession aux communistes. Une partie de la bourgeoisie espère que FO sera un contrepoids plus efficace contre la CGT, mais l'entreprise se révèle un échec. La CFTC revendique à nouveau ce rôle, qu'elle avait été la première à prendre en charge.

En 1950, il existe une petite centaine de prêtres-ouvriers. Ils s'engagent très activement avec le Mouvement de la paix, animé par des militants proches du Parti communiste. En mai 1952, ils sont présents dans la manifestation violente contre l'arrivée en France du général américain Ridgway. Deux d'entre eux sont arrêtés et subissent un interrogatoire musclé par la police. La hiérarchie de l'Eglise passe à l'attaque, et veut en finir avec les prêtres-ouvriers. Le cardinal Feltin condamne le livre "Les prêtres-ouvriers" publié

par "ceux qui n'ont pas accepté les décisions de l'Eglise (...) qui leur demandait essentiellement d'annoncer l'Evangile et d'être les apôtres du Christ, ils semblent être devenus exclusivement des militants d'action temporelle qui n'ont pas veillé en même temps à intensifier leur vie sacerdotale et apostolique". L'Eglise ne peut admettre la place d'avant-garde dans les luttes que veulent avoir les prêtres-ouvriers. Le Vatican impose la suspension, en mars 1954, de l'expérience des prêtres-ouvriers. Un des arguments de sa note est de dire que le prêtre au travail est plongé dans une atmosphère néfaste pour sa vie spirituelle et dangereuse pour sa chasteté.

L'Eglise change de stratégie et crée des instituts séculiers, dont l'objectif est de propager ses idées hors de l'Eglise. Le principe numéro un est maintenant que le travail manuel n'est pas la fonction normale du prêtre. A l'évêque auxiliaire de Lyon, Mgr Ancel, qui s'était fait lui-même travailleur manuel pendant cinq ans dans une communauté implantée dans la banlieue lyonnaise à Gerland, à tous ceux qui se sont le plus engagés dans le monde ouvrier, on demande de prendre le tournant.

En 1964, une opération de décoloration religieuse de la CFTC est menée. L'affaire a été préparée par quatre dirigeants, intitulés groupe Reconstruction. La majorité du Congrès vote la transformation en CFDT. 11 % des votes refusent le changement, quittent la salle et maintiennent une CFTC. Le préambule des statuts de la nouvelle CFDT indique qu'il s'agit bien d'un changement de look, et de rien d'autre : "*Soulignant les apports des différentes formes de l'humanisme, dont l'humanisme chrétien, à la définition des exigences fondamentales de la personne humaine et de sa place dans la société, elle entend développer son action en restant fidèle à un syndicalisme idéologique fondé sur ces exigences qui demeurent les siennes*". La CFDT se choisit pour secrétaire général Eugène Descamps, ancien dirigeant de la JOC. L'idée est évidemment de recruter plus largement sous le nouveau sigle.

Au début des années 1970, la société française est encore sous le choc de Mai 68. Le MRP n'attire plus personne. La CFDT lorgne vers le Parti socialiste. Mais elle a besoin d'une autorisation en haut lieu. Celle-ci arrive en mai 1972. La Commission épiscopale du monde ouvrier écrit, sous le titre "Les chrétiens et les socialistes", "*Il apparaît clairement que tous les travailleurs qui se sont exprimés rejettent le capitalisme et s'orientent vers le socialisme (...) Ce fait s'impose à nous comme une des données essentielles de la classe ouvrière*". En 1996, la CFDT comptabilise 21,5 % des voix aux élections des comités d'entreprise en France, pour 4,5 % à la CFTC. Au total, ces deux syndicats forment la première puissance syndicale, avec un total de 26 %, devant une CGT qui est à 23,6 %. Depuis le début des années 1990, l'expression même de classe ouvrière a disparu du langage de ces centrales syndicales, et de l'Eglise en général. Il s'agit désormais de se comporter d'une manière qui indique que la classe ouvrière elle-même est en voie de disparition. C'est évidemment un mensonge. Mais l'important est que les ouvriers perdent la conscience même d'appartenir à une classe.

24 - L'Eglise et la guerre mondiale

On ne compte pas le nombre de fois où l'on entend le pape prêcher la paix, condamner les guerres, bref donner de l'Eglise une image de chevalier blanc du pacifisme. Mais c'est au pied du mur qu'on juge le maçon, et le 20ème siècle a connu des conflits graves et importants,

dont deux guerres mondiales et des guerres de décolonisation, où l'on peut juger de la position réelle de l'Eglise. La première guerre mondiale, de 1914 à 1918, était un produit direct de la concurrence coloniale des principaux impérialismes, France, Angleterre et Allemagne en tête. Lors de ce conflit, les curés de chaque Eglise nationale se sont contentés de bénir chacun les combattants de chaque pays, les laissant aller se massacrer allègrement les uns les autres. Dans le mouvement ouvrier, seuls s'opposent à la guerre quelques socialistes restés propres et intègres, internationalistes. Mais la guerre accouche d'une révolution ouvrière, et d'un Etat ouvrier à l'échelle d'un continent, avec la constitution de l'URSS. La révolution elle-même ne l'emporte pas socialement, ni dans le reste de l'Europe où elle est vaincue physiquement, ni en URSS où elle est vaincue politiquement par les couches sociales conservatrices. Mais cet Etat était malgré tout insupportable aux tenants de la propriété privée.

Entre les deux guerres, le Vatican soutient un organisme, InterMariam, c'est-à-dire entre les mers, dont le programme est d'établir une fédération d'Etats catholiques de la Baltique, au nord, jusqu'à la Méditerranée au sud, et ériger ainsi un véritable rideau de fer d'Etats contre le camp de l'URSS. InterMariam bénéficie du financement des services secrets anglais et français. Si l'Eglise catholique a fait un choix constant depuis l'apparition de l'URSS, c'est celui de l'anticommunisme. Pour le reste, les églises gardent leur attitude traditionnelle de soutien à leur Etat, même s'ils se retrouvent en opposition, voire en guerre les uns avec les autres. L'Eglise est incapable de la moindre forme d'internationalisme, bien qu'elle soit internationale.

La seconde guerre mondiale est au départ une répétition lamentable et plus catastrophique encore de la première, due à l'incapacité des dirigeants impérialistes à résoudre leurs problèmes. Le temps de la guerre, une partie de ces impérialismes a su utiliser la force de l'URSS, et son rôle d'allié a donné la victoire à ce camp. Mais cet épisode n'est qu'une parenthèse dans le véritable enjeu. Avant, pendant et après la guerre, tous les dirigeants des pays capitalistes voyaient l'URSS comme un corps étranger, et voient ceux qui se proposent de l'abattre, même s'ils sont du camp adverse, avec un oeil absolument favorable. Tous les patrons français, anglais ou américains admirent Mussolini et Hitler pour leur anticommunisme.

En mars 1933, les évêques allemands qui ont auparavant affirmé que le nazisme est incompatible avec la foi chrétienne, changent leur discours maintenant que Hitler est au pouvoir. En avril 1933, la plupart des responsables religieux envisagent très sérieusement la constitution d'une Eglise allemande unifiée qui serait basée sur les principes du Führer, donc sur le racisme. *"Le sang étranger à la race, dit-on, n'a pas droit à la chaire ni au mariage devant les autels protestants allemands"* (E. Bethge, Eslin 1999). L'ecclésiastique Hossenfelder, le plus haut placé de Vieille-Prusse, bénit l'oeuvre de l'Etat nazi en ce qui concerne l'Eglise : *"Tous ceux qui sont préoccupés d'une forme plus solide de notre Eglise dans le grand bouleversement de notre époque doivent être profondément reconnaissants de la lourde charge que l'Etat a assumée à côté de toutes ses autres tâches immenses en instaurant l'ordre nouveau dans l'Eglise"*. Rares sont les opposants à cette église raciste, qui exclut ses membres non aryens. Dietrich Bonhoeffer, Karl Barth, visant le discours du régime nazi, osent dire que l'Eglise n'a pas à reconnaître une autre puissance que la révélation divine comme source de prédication ou d'autre vérité que celle de Dieu.

Le pape Pie XII, Eugenio Pacelli de son nom civil, a reçu dès son élection un

chaleureux message d'Hitler, auquel il a répondu tout aussi chaleureusement. Il signe en juillet 1933 un concordat donnant crédit à Hitler : *"je suis prêt à négocier même avec le diable, si c'est pour le bien des âmes"*. Il ne bronche pas quand l'armée allemande envahit la Tchécoslovaquie, puis la Pologne. En Autriche, le cardinal Innitzer, à la veille du vote pour l'annexion avec l'Allemagne hitlérienne, déclare : *"Ceux qui ont en charge d'âmes et de fidèles se rangeront sans conditions derrière le grand Etat allemand et le Führer"* (Le Monde diplomatique, décembre 1995). Un homme, le père Gustav Gundlach dénonce ce "faux catholicisme politique" à Radio-Vatican. Il est immédiatement convoqué par le pape, qui lui demande de se rétracter, et il est prévenu qu'il sera arrêté par la police de Hitler s'il met les pieds en Allemagne. Pie XII ne dit rien sur l'extermination des Juifs. Si en 1938, il a une fois affirmé que *"l'antisémitisme est un mouvement dans lequel nous chrétiens nous ne pouvons avoir aucune part... Spirituellement nous sommes des sémites"*, il se tait lorsque le programme d'extermination active est mis en place. Il sait pourtant trouver les moyens de protester lorsqu'il estime que le régime allemand met en danger la religion chrétienne en divinisant l'Etat lui-même : *"Quiconque identifie dans une confusion panthéistique Dieu et l'univers, abaissant Dieu aux dimensions du monde ou élevant le monde à celles de Dieu, n'est pas de ceux qui croient en Dieu , écrit-il (...) Quiconque prend la race, ou le peuple, ou l'Etat, ou la forme de l'Etat, ou les dépositaires du pouvoir ou toute autre valeur fondamentale de la communauté humaine -toutes choses qui tiennent dans l'ordre terrestre une place nécessaire et honorable-, quiconque prend ces notions pour les retirer de cette échelle de valeurs, même religieuse, et les divinise par un culte idolâtrique, celui-là renverse et fausse l'ordre des choses créé et ordonné par Dieu : celui-là est loin de la vraie foi en Dieu et d'une conception de la vie répondant à cette foi"*. Et il trouve le moyen de faire lire ce texte au nez et à la barbe du régime nazi, en le diffusant clandestinement à travers les églises catholiques d'Allemagne, le dimanche des Rameaux de mars 1937.

La "solution finale", l'élimination totale des Juifs d'Europe, est expérimentée en juin 1941, et confirmée en janvier 1942. Auschwitz et d'autres camps sont créés pour cette exploitation-extermination industrielle. *"Dès le début de 1942, le Vatican est informé de la mise en route de la "solution finale". Il est alerté par les organisations juives, par les milieux diplomatiques, par les aumôneries militaires, par le nonce de Tchécoslovaquie. Y compris par des officiers allemands, comme le colonel Kurt Gerstein"* (Henri Tincq, Le Monde 4/10/1995). L'explication de cette attitude ? Pie XII est-il particulièrement antisémite ? C'est peu probable. Mais il est certain qu'il considère le communisme comme l'ennemi principal, et à ce titre, il ne peut se permettre d'affaiblir l'Allemagne. En France, l'administration allemande impose aux Juifs à partir de six ans de coudre sur leurs vêtements une étoile jaune. Les nazis n'inventent rien, ils reprennent une vieille invention de l'Eglise chrétienne qui imposa au Moyen-âge aux Juifs de porter une rouelle jaune. Des gens s'indignent. Quelques uns se mettent une étoile par solidarité, et marquent dessus Goy, Auvergnat, Bouddhiste, papou, Zazou, Swing (Vermeil 1993). L'Eglise catholique ne dit rien. Deux évêques sur 90 expriment leur désaccord. Seule l'Eglise réformée proteste. 6 millions de Juifs sont exterminés. Tous les dirigeants du monde de quelque importance en sont informés. Mais leurs seules préoccupations sont militaires. L'Eglise qui prétend jouer un rôle moral dans la vie des hommes se fait remarquer par un silence complice assourdissant. Au cours de la guerre de 1939-1945, des évêques allemands exigent des croyants qu'ils obéissent aux ordres du régime : *"Vous n'avez pas le droit de désobéir au pouvoir légitime"*, allant jusqu'à les priver de sacrements quand ils le font (Eslin 1999).

En France, c'est le régime de Vichy, dirigé par Pétain. Dès octobre 1940, des initiatives strictement françaises aident le futur programme allemand à être exécuté. *"Bien avant que l'Allemagne fasse la moindre pression"*, démontre l'américain Paxton, *"la loi du 3 octobre 1940 interdit aux israélites d'appartenir à des organismes élus, d'occuper des postes de responsabilité dans la fonction publique, la magistrature et l'armée, et d'exercer une activité ayant une influence sur la vie culturelle"*. Puis la loi autorise les préfets à interner les Juifs étrangers dans des camps spéciaux. L'antisémitisme de Pétain n'est pas dû à un quelconque racisme primaire, mais bien à un préjugé religieux catholique anti-judaïque. L'ambassadeur Léon Bérard écrit une lettre disant qu'une *"personne autorisée du Vatican"* a déclaré que celui-ci ne chercherait pas querelle à Pétain s'il limitait l'accès de certains métiers aux Juifs. Pétain s'est donc couvert du côté de l'Eglise. *"L'Eglise s'opposait au "racisme" des fascistes et des nazis, explique Paxton, dans la mesure où ils refusaient d'admettre qu'un Juif cesse d'être Juif quand il s'est converti au catholicisme (...)"*. En juin et juillet 1941, de nouvelles lois, toujours prises sans la contrainte des Allemands, allongent la liste des professions interdites aux Juifs, et visent *"à supprimer toute influence israélite dans l'économie nationale"*. Un trafic sordide des propriétés privées retirées aux Juifs, mises en vente forcée, s'étend même à la zone libre, et fait l'affaire de toutes sortes de profiteurs.

Si au début des événements, les protestants ont souvent été les rares opposants aux folies qui envahissent l'Europe de cette fin des années 1930, on trouve aussi bien des protestants que des catholiques dans l'appareil d'Etat vichyste. *"En 1940, écrit Paxton, la question religieuse qui opposa catholiques et protestants en 1900 est éclipsée depuis longtemps par l'anti-marxisme qui unit les uns et les autres. On trouve à Vichy des protestants de marque : Maurice Couve de Murville, très compétent directeur des échanges extérieurs au Ministère des Finances jusqu'au début 1943 (il sera 25 ans plus tard Premier ministre de la Vème République)"*. Vichy se fait tirer l'oreille à partir de 1942, et le Reich allemand exige son lot de victimes juives. Le premier convoi de Juifs partant de France vers une destination inconnue à l'est, date du 27 mars 1942. L'étoile jaune devient obligatoire en zone occupée, au nord. Himmler fixe à 100 000 le nombre de Juifs à fournir par la France pour les camps de Pologne. Le gouvernement n'a pas prévu que les mesures d'exclusion allaient se transformer en mesures d'extermination. Pétain manifeste quelques oppositions : il interdit l'étoile jaune en zone libre ; il refuse une loi que lui réclame le Reich pour retirer la nationalité française aux Juifs qui l'ont obtenue depuis 1933, et qui aurait permis de les déporter, mais la seule aide véritable viendra de la population. Plusieurs milliers de Juifs trouveront un abri discret et silencieux. 76 000 Juifs sont déportés de France, et il en reviendra 2 564.

A la libération, de Gaulle se permet de faire consacrer sa nouvelle autorité en allant à Notre Dame de Paris, assister à un Te Deum, tout en interdisant à l'archevêque de Paris, le cardinal Suard, d'y être présent, pour condamner sa collaboration ouverte avec Pétain. Toute la hiérarchie catholique de droite est discréditée, ce qui laisse le champ libre à la gauche catholique. Sept évêques sont discrètement destitués. Mais dès 1951, le Parlement accorde à nouveau des subventions aux écoles libres. Un seul Français est recherché pour "crime contre l'humanité" suite à cette période, Paul Touvier, membre de la Milice, organisation militaire qui fait la chasse aux communistes et aux résistants. Paul Touvier réussit à rester en France, malgré les recherches policières, durant 40 ans, en passant d'une communauté catholique religieuse à une autre. Il a été marié clandestinement, par l'abbé Pierre Duben en 1947, protégé par l'abbé Tissot à Chambéry. Il a séjourné dans l'abbaye de Haute-Combe en Savoie,

au couvent des Dominicains d'Evreux, à la Chartreuse de Portes, dans l'Ain. Tout un réseau de catholiques d'extrême-droite a contribué à cette protection. Il déclare : *"L'Eglise suivait le Maréchal, je suivais l'Eglise"*.

Cette protection au sein de l'Eglise se retrouve à l'échelle internationale. Dans les Balkans, en Croatie, la seconde guerre a été l'occasion de la mise en place d'un régime fasciste redoutable, dirigé par Pavelic, qui mène la guerre contre tout ce qui n'est pas chrétien catholique, contre les musulmans, contre les chrétiens orthodoxes. Les camps de concentration croates sont parfois dirigés par des moines chrétiens. On compte 500 000 morts. A la fin de la guerre, Pavelic passe en Autriche, zone alors britannique, puis en Italie où il regagne le Vatican, zone neutre. Pour cela, il utilise un circuit mis en place par le croate Draganovic : les Ratlines. Draganovic est prêtre, secrétaire du collège croate San Girolamo rattaché au Vatican. Il dispose de faux papiers en tant que représentant national de la Croix Rouge croate. Les Etats-Unis prétendent officiellement traquer les criminels de guerre, mais un de leurs agents infiltré dans les Ratlines les protège, et empêche qu'ils soient pris en 1947. Pavelic réussit à rejoindre l'Argentine en octobre 1947, avec le passeport d'un prêtre espagnol. Il devient alors le responsable de la sécurité de Peron, qui accueille 35 000 anciens nazis dont il fait une force de frappe pour lutter contre les communistes.

Après la guerre, c'est rapidement la guerre froide qui s'établit entre l'Occident et le bloc de l'URSS et des pays de l'est européen. Aux Etats-Unis, le cardinal Spellmann soutient à fond la croisade anticommuniste dirigée par le sénateur Mac Carthy. Mac Carthy n'est pas protestant, comme la majorité des Chrétiens d'Amérique du nord, mais catholique. En Italie, le pape soutient la démocratie chrétienne italienne et prévoit de sévères sanctions contre tout catholique qui collaborerait avec une organisation communiste, parti ou syndicat. Les procès anti-mafia des années 1990 révéleront que ce parti était aussi largement lié, jusqu'aux plus hauts sommets, à la mafia italienne. En tous cas, le succès des démocrates-chrétiens est fulgurant dans toute l'Europe en 1945, en particulier en France avec le MRP, Mouvement Républicain Populaire. Le déclin s'amorcera dans les années 1970, une fois l'ordre rétabli et solidement installé.

La France entre en 1954 dans la guerre d'Algérie. Les Algériens revendiquent l'indépendance. L'usage de la torture est systématisé pour obtenir des renseignements. Un évêque s'en émeut, l'évêque Duval. On le surnomme Mohammed Duval. Un autre aumônier justifie la torture : le père Louis Delarue, aumônier militaire parmi les parachutistes et la Légion étrangère. Il fait diffuser une lettre intitulée "Réflexions d'un prêtre sur la torture" où il écrit : *"Entre deux maux -faire souffrir passagèrement un bandit pris sur le fait et qui, d'ailleurs, mérite la mort, et, d'autre part, laisser massacrer des innocents que l'on sauverait si, de par les révélations de ce criminel, on parvenait à anéantir le gang-, il faut sans hésiter choisir le moindre : un interrogatoire sans sadisme, mais efficace"*. Delarue a sans doute au moins vu de tels interrogatoires, puisqu'il est en première ligne de tous les combats, notamment dans la fameuse "bataille d'Alger" où la torture devient systématiquement utilisée par le général Massu. Blâmé pour cette lettre par ses autorités, Delarue reste prêtre à la 10ème division parachutiste. En avril 1961, il se proclame solidaire du putsch d'Alger, lorsque les généraux partisans du maintien de l'Algérie française tentent d'imposer un pouvoir militaire contre de Gaulle. Redevenu civil, il entre au couvent des Oblats de Marie Immaculée (OMI), sur les hauteurs de Lyon.

25 - Les moyens de l'Eglise actuelle en France

L'Eglise a une stratégie de communication : elle évite de paraître puissante. Certes, elle n'est plus la première puissance et la première richesse qu'elle a été en Europe. Mais si on examine sa capacité à influencer les forces directrices de la société, son importance est loin d'être secondaire. Depuis des décennies, le pouvoir religieux est en constant progrès, de manière lente, discrète mais réelle.

En France, l'Eglise dispose d'abord de puissantes organisations destinées à toucher la jeunesse. Au lendemain de la Seconde guerre "*un tiers environ des six millions de jeunes Français sont concernés, à travers les patronages, le scoutisme et l'Action catholique de la jeunesse (ACJF), dont plusieurs ministres du premier gouvernement de Gaulle -René Pleven, Georges Bidault, André Colin- sont originaires*" (Tincq). Jacques Chirac, Lionel Jospin, Michel Rocard, sont passés par les scouts. Avec 1968, toutes les organisations catholiques s'effondrent. Le scoutisme ne garde que la moitié de ses membres, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (MRJC) a encore 10 000 militants, la Jeunesse indépendante chrétienne féminine (JICF) en a 5 000. La JEC (Jeunesse étudiante chrétienne) disparaît presque totalement. La période est à l'action politique ou syndicale. Mais avec la crise, à partir du milieu des années 1970, la remontée se produit. La JOC, avec 12 000 adhérents, réunit à La Courneuve des dizaines de milliers de jeunes. C'est l'influence dans les milieux populaires, dans ce qu'on appelle alors des réseaux (milieu éducatif, étudiant), qui est privilégiée. Le scoutisme remonte à 200 000 jeunes, son chiffre d'après guerre. Les étudiants sont l'objet de l'attention des Jésuites et des Dominicains. La Mission étudiante regroupe les aumôneries des facultés et des grandes écoles, et touche 15 000 étudiants. On y organise encore des réseaux, des occasions, des clubs conviviaux très ouverts, qui sont l'occasion de célébrations, de formations, de rencontres. Il faut ajouter les organisations de charité, Emmaüs, Secours catholique, Hospitalité de Lourdes, etc., où de nombreux jeunes trouvent une activité. 15 000 écoles religieuses scolarisent plus de deux millions d'enfants en France, soit un élève sur six, un sur cinq dans le secondaire. Dans toutes ces écoles, un enseignement religieux a lieu, et il est souvent obligatoire. Deux associations de parents d'élèves, sont proches de l'Eglise : l'UNAPEL, et l'APEEC.

Pour toucher plus largement la société, l'Eglise s'est dotée d'une véritable industrie médiatique. Le groupe de presse catholique Bayard-Presses appartient à l'ordre des Assomptionnistes, et il est classé numéro quatre français, avec 6,7 millions d'acheteurs et 2,1 milliards de francs de chiffre d'affaires (Le Monde 1/3/97). Ce groupe édite 43 journaux en France, parmi lesquels le quotidien La Croix, les périodiques Télérama, Le Chasseur français, Le Pèlerin (345 000 exemplaires), Bonne Soirée (282 000 exemplaires) et 48 journaux à l'étranger. Il est le numéro un en direction de la jeunesse, avec Pomme d'Api, Phosphore, Astrapi, Okapi, Babar, lus par 4 millions d'enfants. A la télévision, chaque dimanche, l'Eglise dispose sur France 2 de deux heures et demie d'émissions. L'audimat est régulièrement de 700 000 spectateurs. L'équipe qui fabrique l'émission "Jour du seigneur" prépare un projet de chaîne de télévision catholique. TF1 et TPS ont un projet concurrent de chaîne chrétienne. L'Eglise elle-même, en la personne de l'archevêché de Paris, est intéressée et se pose la question de monter sa propre affaire. Au niveau européen, un ancien évêque suisse est en train de lancer une chaîne Euroma, avec le soutien d'une partie des conférences épiscopales européennes, et avec l'argent d'une grande famille italienne. (Le Monde

24/3/1998)

La partie officielle des sommes que l'Etat verse à l'Eglise est modeste : 190 millions de francs aux cultes en Alsace-Moselle, pour y payer prêtres, rabbins et pasteurs. Plus discret est le versement d'un milliard et demi de francs à la CAMAC et la CAMAVIC, Caisses mutuelles d'assurance-maladie, et d'assurance-vieillesse du culte catholique, qui sont régulièrement déficitaires. On peut estimer à 780 millions de francs annuels l'argent versé par le ministère de la culture dans le cadre de l'entretien des monuments historiques, et qui sert à des bâtiments et des biens de l'Eglise, environ la moitié des 13 730 édifices "classés", des 25 210 édifices "inscrits" et des 215 000 objets mobiliers "protégés". Plus important encore est l'argent de l'Etat qui sert à payer les enseignants du privé, dont les établissements sont presque tous catholiques : 31 milliards en 1996. L'Etat paye aussi 4,5 milliards de frais de fonctionnement, 2,16 milliards pour l'enseignement agricole privé, et 97 millions pour l'enseignement privé supérieur. "Au total, celui-ci aura versé, en 1996, plus de 40 milliards à des organismes catholiques ou à des activités menées sous leur direction. Ce montant équivaut à peu près à 12 % de l'impôt sur le revenu, soit un pourcentage supérieur à celui de l'Allemagne, où l'impôt ecclésiastique, officiellement reconnu, représente de 8 à 10 % de ce prélèvement obligatoire" (Vallet, Le Monde 11/5/96)

Douze pour cent de l'impôt sur le revenu qui est reversé à l'Eglise de France en douce, voilà un chiffre sur lequel il n'y a pas beaucoup de publicité. D'autres sommes arrivent de manière plus indirecte encore, par le biais de l'aide aux associations, et sont plus difficiles à chiffrer. 12 % du budget du Ministère de la Jeunesse et des Sports va à des organismes contrôlés par l'Eglise, Scouts de France 3 millions, Scouts d'Europe (extrême-droite) 200 000 F. L'Education nationale verse des millions de francs pour "*l'action en faveur de la jeunesse et de la vie associative*". Les Affaires étrangères en font autant, notamment pour la Délégation catholique pour la Coopération. Le ministère de l'Economie lui-même est le premier à subventionner, et soutient par exemple les Instituts catholiques de Toulouse, de l'Ouest, la Société civile des facultés catholiques de Lyon. On ne trouve pas de compte global de cet argent. Selon le journal Les Echos (27 juillet 1995) le secteur associatif aurait eu un budget global de 235 milliards de francs. Or, il est investi par nombre d'organisations liées à l'Eglise, comme les Fils de la charité et d'autres. On sait aussi que l'Eglise dispose d'un patrimoine en terrains important. Rien qu'à Paris, elle totalise une centaine d'hectares, l'équivalent du 2ème arrondissement, sans compter des dizaines d'immeubles de rapport.

Chaque année, la télévision donne des images impressionnantes du pèlerinage musulman à la Mecque. Mais c'est la ville de Lourdes, en France, qui est, devant la Mecque, le lieu de pèlerinage qui accueille le plus grand nombre de gens au monde, avec chaque année cinq millions de visiteurs. Lourdes est une immense affaire. Les gens modestes y viennent, et trouvent plus sûrement des objets à acheter, tout un commerce religieux organisé, qu'une chance de guérison. En tout et pour tout, l'Eglise reconnaît officiellement 66 guérisons à Lourdes (TF1, 11/2/1999).

26 - L'Eglise, une puissance d'Etat international

Le Vatican est un véritable Etat qui est reconnu et qui agit à l'échelle internationale. On y trouve un secrétaire d'Etat aux affaires étrangères (le cardinal italien Angelo Sodano, en

1995), un secrétaire d'Etat aux affaires intérieures (Mgr Jean Baptiste Re, italien), un secrétaire pour les relations avec les Etats (Mgr Jean-Louis Tauran), un secrétaire pour les relations avec la curie (Mgr Leonardo Sandri, argentin). Le Saint Siège représente le gouvernement de l'Eglise, et il est reconnu comme tel par les autres pays. Il a été, avec la République de Venise, le premier pouvoir à établir des ambassadeurs permanents auprès des Etats, à la fin du 15ème siècle. Il est admis dans toutes les réunions internationales par les autres Etats comme un des leurs. Il participe aux négociations et aux décisions dès lors qu'elles concernent les fidèles catholiques. En clair, l'Eglise est de toutes les décisions qui comptent. Elle dispose d'un poste d'observateur permanent à l'ONU, à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), à l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Dans un certain nombre d'instances internationales, son délégué permanent peut prendre part aux délibérations, et bénéficier du droit de vote. C'est le cas de l'Agence internationale de l'énergie atomique, de l'Organisation des Etats américains (OEA), de la Conférence pour la stabilité et la sécurité en Europe (CSCE, devenue OSCE qui a organisé par exemple les interventions diplomatiques qui ont précédé la guerre du Kosovo). Au total, le Saint siége assure une présence assidue auprès d'une centaine d'organisations internationales, comme observateur, ou membre à part entière.

Inutile de dire que le Vatican n'a pas un comportement révolutionnaire parmi les puissants du monde. Il a par exemple contribué à la mise en place des systèmes bancaires internationaux qui, sous prétexte d'aider les pays pauvres, les ont exploités honteusement, usant de taux d'intérêts exorbitants, de conditions draconiennes, et qui ont abouti à créer une gigantesque dette chronique. Simplement, plusieurs années après, l'Eglise se contente de regretter ce résultat (Cahiers français n° 273). Au coeur des pays riches, l'Eglise a une position solidement implantée dans la société. En Irlande, elle contrôle un secteur social important. En Allemagne, les Eglises emploient 700 000 salariés dans les hôpitaux, services sociaux, l'enseignement. En Belgique et aux Pays-Bas, elle dispose de syndicats, mutuelles, écoles, hôpitaux. Les pays de l'Union européenne comportent, sauf en France, des cours de religion qui sont de fait des moments de partage de la foi, et en aucun cas des moments d'étude ou de critique historique.

En Europe occidentale, le 20ème siècle a connu dans de nombreux pays des partis politiques chrétiens. Ces partis ont joué un rôle politique souvent dirigeant, surtout après la seconde guerre mondiale. En Allemagne, le CDU, Christich Demokratische Union, se charge d'effacer la sombre histoire des années 1930 et 1940, et de donner une image respectable du nouveau régime. La quasi-totalité des responsables nazis restent en poste dans l'Etat et la société allemande. Le CDU contribue à repeindre leur façade, de brun en mauve.

La construction de l'Europe capitaliste au lendemain de la Seconde Guerre mondiale doit beaucoup aux travaux de la démocratie-chrétienne. Deux hommes jouent un rôle moteur, l'Allemand Konrad Adenauer et le Français Maurice Schumann. Le premier écrit cette lettre au second en 1951 : *"Je tiens pour un signe particulièrement favorable, providentiel même, que tout le poids des tâches à accomplir repose sur les épaules d'hommes qui, comme vous, notre ami commun le Président De Gasperi et moi-même, sont pénétrés de la volonté de développer et de réaliser le nouvel édifice de l'Europe sur des fondements chrétiens"*. Les démocrates-chrétiens, en France le MRP (Mouvement républicain populaire), en Allemagne le CDU vont alors donner une présentation des choses toute religieuse. Il s'agit, disent-ils, de procéder à une *"réconciliation franco-allemande"*. Mais cette idée de réconciliation est une

duperie. Bien sûr, mieux vaut la paix que la guerre, tout le monde en convient. Mais qui a voulu les guerres ? et qui doit se réconcilier ? On laisse croire que ce sont les peuples qui sont fautifs et responsables. On met sur leur dos les plus grandes guerres que l'humanité ait connues. Au fond, on ressort l'histoire du péché originel, appliquée cette fois aux circonstances du capitalisme moderne. Et on disculpe du coup les responsabilités et les jeux d'intérêts des magnats et des banquiers capitalistes. Et on envoie dans l'oubli des événements comme les mutineries des soldats allemands sur le front français en 1918, les fraternisations des troupes, ou le début de révolution sociale que l'Allemagne a connu en 1918-1919.

En Italie, la démocratie-chrétienne s'occupe plutôt de contenir le puissant Parti communiste italien. La Democrazia cristiana italienne garde le monopole du pouvoir pendant trois décennies, grâce au soutien de toutes les couches privilégiées du pays, d'Europe, et des USA. Lorsque, dans les années 1990, on découvre publiquement la collusion entre démocratie-chrétienne et mafia, celle-ci s'effondre. Mais le danger communiste est déjà écarté. En France, les démocrates-chrétiens n'ont pas à jouer un rôle décisif sur le plan de la politique intérieure, de Gaulle jouant ce rôle. Depuis l'effondrement du mur de Berlin et la fin de l'URSS, les partis démocrates-chrétiens sont partout en recul. En France, le MRP déjà devenu CDS (Centre des démocrates sociaux) s'est encore changé en Force démocrate fin 1995.

Depuis qu'il est pape sous le nom de Jean-Paul II, Wojtyla utilise un certain nombre d'organisations religieuses particulières pour placer des cadres de son choix à travers le monde, ou pour contrôler les églises nationales. Il a remis au pas les Jésuites, les théologiens de la libération d'Amérique latine trop proches des pauvres, ou les évêques trop indépendants. Il ne soutient que des organisations championnes de la foi, et politiquement à droite voire à l'extrême-droite, Comunione e Liberazione, Focolari, Renouveau charismatique, Cursillos, Néocatéchuménat, La Légion du Christ, l'Opus Dei. L'Eglise n'hésite pas à parler à propos de leur développement d'émergence du Saint-Esprit. La Légion du Christ, par exemple, est une congrégation de choc fondée au Mexique en 1941. L'Eglise est un des principaux adversaires de la révolution mexicaine de 1910 qui veut redonner la terre aux paysans pauvres. En 1927, elle organise un mouvement de lutte armée, les Cristeros, contre la révolution. La Légion du Christ est fondée par le prêtre Marcial Maciel, qui impose l'ouverture des églises de l'Etat de Veracruz en dirigeant une manifestation. Elle scolarise 60 000 élèves et étudiants dans 60 écoles et 8 universités en Amérique latine et en Europe. En France, elle est installée dans la bourgeoise La Celle Saint Cloud, où elle a une organisation soeur, Regnum Christi ouverte aux laïcs.

L'Opus Dei, peut-être la favorite de Jean-Paul II, est une organisation fondée en 1928 par un jeune prêtre espagnol, Josemaria Escriva de Balaguer. Elle prend sa forme définitive au lendemain de la guerre civile de 1936, et devient très vite un des moyens de lutte contre les pauvres d'Espagne insurgés, et contre leur communisme. Pour Balaguer, le nazisme de Hitler est un rempart "providentiel" contre le communisme. "*Hitler contre les Juifs, Hitler contre les slaves*, dira-t-il, *c'était Hitler contre le communisme*". L'Opus Dei se met totalement au service du fascisme espagnol, le franquisme, et s'y développe. En 1956, lorsque Franco envisage de rétablir la royauté, c'est le candidat de l'Opus Dei qui est choisi : le jeune Juan Carlos, alors entre les mains d'un précepteur de l'Opus Dei. L'Opus écrit dans un document interne qu'elle est "*le reste saint, immaculé, de la véritable Eglise*", et son destin est de "*sauver l'Eglise et la papauté*". L'Opus Dei se donne donc pour objectif de travailler au sein

de l'Eglise secrètement, pour la relever du danger de pourrissement. La première constitution secrète rédigée en 1950 exige "*que les membres numéraires et surnuméraires sachent bien qu'ils devront toujours observer un silence prudent quant aux noms des autres associés ; et qu'ils ne devront jamais révéler à quiconque qu'ils appartiennent eux-mêmes à l'Opus Dei.*" (article 191)

Officiellement purement spirituelle, l'Opus est aussi une force financière. Une nébuleuse de sociétés, de banques et de fondations est dirigée anonymement par ses membres. La plus importante est la fondation Limmat, créée à Zurich en 1972, liée à des banques et fondations en Espagne (Fundacion General Mediterranea), en Allemagne (Fondation Rhin-Danube, Institut Lidenthal), en Amérique latine (Fundacion General Latinoamericana, au Venezuela). Avec cet argent, l'Opus a aidé Jean-Paul II, en participant au financement du syndicat Solidarnosc. En France, le journal Le Monde diplomatique note que nombre de membres ou sympathisants de l'Opus Dei, et en tout cas de fervents catholiques, se retrouvent dans le gouvernement Juppé de Jacques Chirac (septembre 1995). La stratégie adoptée est d'avoir choisi des femmes, pour plaire et détourner l'attention sur une féminisation du gouvernement. Mme Colette Codacioni, ministre de la solidarité entre générations, se dit "*chrétienne et pour l'éducation de la vie*" ; Mme Elizabeth Dufourcq, secrétaire d'Etat à la recherche, a rédigé "*Les Aventurières de Dieu*" ; Mme Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, est fille d'un des fondateurs du parti catholique MRP, devenu CDS ; Mme Françoise de Veyrinas, secrétaire d'Etat aux quartiers en difficulté, CDS, est catholique militante. Hervé Gaymard, fortement suspecté d'être tout à fait membre de l'Opus Dei, est secrétaire d'Etat aux finances. Son épouse Mme Clara Lejeune-Gaymard, directeur de cabinet., est la fille du professeur Lejeune qui a fondé le mouvement anti-avortement Laissez-les vivre.

Raymond Barre a témoigné en faveur du fondateur de l'Opus Dei, Balaguer, en vue de le faire saint. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur, Christine Boutin, dans l'entourage de Philippe de Villiers, sont donnés membres ou sympathisants. Dans le monde des finances, les plus puissants des capitalistes en sont également : Claude Bébéar, patron de la plus grosse assurance mondiale, Axa ; Michel Albert, patron des assurances AGF ; Didier Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider ; Louis Schweitzer, patron de Renault. L'Opus Dei a 80 000 membres. Elle tente d'infiltrer les grandes organisations internationales, si ce n'est déjà fait, ONU, UNESCO, OCDE. L'ancien président de la Commission européenne Jacques Santer est un ami. Le président du Comité international olympique Samaranch, en fait aussi partie. Et plusieurs familles royales auraient de fortes sympathies.

Le pape Jean-Paul II n'a pas oublié de préparer sa succession. La règle est que ce sont les cardinaux réunis et électeurs (ayant moins de 80 ans) qui en décident par un vote. En janvier 1995, il y avait 167 cardinaux (dont 120 électeurs). Jean-Paul II en avait personnellement nommés 123 ! Sur les 120 électeurs, l'Europe garde la majorité avec 55 électeurs (dont 19 italiens, 5 français). Elle est suivie de l'Amérique latine (21), l'Asie (13), l'Amérique du nord (12) et l'Océanie (4). L'un des cardinaux pressentis les mieux placés serait Lucas Moreira Neves, dominicain, 74 ans en l'an 2 000, archevêque de San-Salvador de Bahia au Brésil. Son atout est d'être un petit-fils d'esclave africain. Proche de l'Opus Dei, il a combattu la théologie de la libération.

Aux Etats-Unis, on compte 2 00 chaînes de radios ou télévisions évangélistes, qui

récoltent plus de 3 milliards de dollars auprès de leurs fidèles chaque année. Une loi oblige les opérateurs du câble à retransmettre toutes les chaînes locales, donc les chaînes religieuses. La chaîne chrétienne la plus puissante est TBN (Trinity Broadcasting Network). TBN a 600 filiales dans le monde, et s'est offert de somptueux locaux du style Disneyland. La chaîne n'hésite pas à réécrire même les Evangiles, affirmant par exemple que le Christ et les apôtres étaient de riches marchands. Le télévangéliste Pat Robertson a revendu sa chaîne Family Chanel au milliardaire australo-américain Murdoch. Sa nouvelle chaîne Fox Family Channel touche 72 millions de foyers. Son fils ouvre, en collaboration avec le trust des téléphones AT&T, un service sur Internet, Family-Click (Le Monde 29/7/1999). A Rome, l'Eglise ne dispose pas d'une chaîne à elle, mais une petite chaîne privée, Télé Pace, créée en 1979 par un ecclésiastique de Vérone, a le privilège d'être ouverte en permanence aux messages du pape. Le Vatican se contente de servir de centre d'archivage, et met gratuitement à la disposition des agences de presse de tous les pays des documents et même des reportages tout prêts sur tel ou tel sujet. En 1995, une chaîne italienne chrétienne a été créée, Sat 2000, officiellement indépendante du Vatican, elle aussi d'accès gratuit. L'Eglise veut être accessible par tous.

Mais le plus beau fleuron de l'Eglise, c'est Radio Vatican. C'est la radio la plus écoutée du monde. Elle envoie chaque jour un total de 56 heures d'émissions en 37 langues différentes vers toute la planète, à travers un réseau ultra-moderne relayé par satellite pour être facilement reçu, notamment d'Afrique. Radio Vatican a 200 correspondants dans le monde, et emploie 200 journalistes et rédacteurs de 60 nationalités différentes, et 150 techniciens. En France, l'Eglise dispose sur la bande FM de radio Notre-Dame, et il faut ajouter le Minitel (3615 Gabriel, Ephata, Fis). Outre les médias, journaux, télévision et radio, l'Eglise dispose de son vieux moyen de diffusion planétaire, efficace et bien rôdé : ses positions sont reprises par une organisation disciplinée et hiérarchisée de centaines de milliers de prêtres, qui couvre toute la planète. Leur proximité en chair et en os, donne à ces paroles une influence morale considérable sur la population.

Le pape a décidé de consacrer le 8 mars 2 000 à une procession pénitentielle dans les rues de Rome. Ce jour-là, l'Eglise doit se repentir pour ses fautes passées au cours de deux millénaires, les guerres de religion, l'Inquisition, l'absence de soutien aux Juifs lors de la Seconde Guerre mondiale. Ceux qui savent la réalité concrète de l'Eglise ne peuvent être dupes. L'Eglise continue aujourd'hui à soutenir dictateurs et régimes insupportables. Elle met tout en oeuvre pour essayer de faire libérer le dictateur chilien Pinochet. Le cardinal chilien Monseigneur Jorge Medina Estevez le dit : *"Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir, avec discrétion, parce qu'avec ce genre de choses, trop parler serait dommageable"* (Golias, 3-4/1999). L'histoire des compromissions de l'Eglise en temps qu'alliée des Etats ne finira qu'avec les Etats eux-mêmes. Au Rwanda, où un demi-million de personnes ont été tuées en 1994, la version officielle est que la population hutue s'en est pris à la population tutsie, et qu'une haine ethnique populaire explique ces événements. En réalité, c'est un massacre systématiquement, froidement, mûrement préparé et exécuté sous la haute autorité de l'armée et d'autres bandes paramilitaires qui a eu lieu, dans le but de sauver un régime détesté. Le Rwanda est un des pays d'Afrique où le catholicisme est le mieux implanté. Et on y voit des prêtres liés au régime du dictateur en place participer, organiser les massacres avec l'ensemble de l'appareil d'Etat. Tous les aumôniers militaires sont compromis. La revue catholique Golias-magazine y consacre un dossier (3-4/1999).

On y apprend que l'abbé Martin Kabalira *"était de longue date considéré comme le*

"parrain" politique de nombreux prêtres extrémistes. Accusé d'avoir trempé dans le meurtre de trois prêtres, il est actuellement recherché par les autorités rwandaises pour génocide." Thaddée Rusingizandekme, prêtre du diocèse de Gikongoro, a commis des atrocités à Kibeho, à coups de fusil. Il a reconnu avoir entraîné militairement de jeunes miliciens, y compris à tuer. Il est emprisonné à Butare, en attente de jugement. Il formait un groupe d'amis avec les pères Anaclet Sebahinde, Hormisdas Nsengimana et Martin Kabalira, tous très actifs durant le génocide. Antoine Hategekimanana prêtre du diocèse de Ruhengeri, est un partisan des quotas ethniques. Il proposait même la séparation des enfants hutus et tutsis dans les petits séminaires. Il a fui avec les militaires responsables du génocide, et a été tué dans l'ex-Zaïre. Anaclet Sebahinde, prêtre du diocèse de Gikongoro, aumônier militaire en 1992, affecté à l'école des sous-officiers de Butare, portait régulièrement sur lui fusil, pistolet, grenades et machette. *"Il a participé activement au génocide, en entraînant des jeunes au maniement d'armes et en organisant des battues en compagnie de miliciens, à la recherche de réfugiés cachés. il est accusé d'avoir incité à l'assassinat de deux prêtres, ainsi que de huit religieuses bénédictines ... Six autres religieux dénoncés par ses soins ont été tués. Il s'est ensuite réfugié à Bukavu, où il officiait au camp des militaires rwandais de Panzi. Il serait mort dans la forêt zaïroise."*

Officiellement, quatre mandats d'arrêt internationaux ont été délivrés contre des abbés rwandais, mais leurs noms n'ont pas été révélés. Ils sont accusés de crime contre l'humanité et de participation au génocide. Kabalira -officiellement recherché- réside en France, à quelques kilomètres de la frontière espagnole, à Saint-Béat, où il assiste le curé. Lorsqu'un évêque rwandais, Monseigneur Augustin Misago, a vu son procès commencer, pour "génocide et crime contre l'humanité, non-assistance à personne en danger, incitation au meurtre et complicité dans le génocide", à Kigali en août 1999, le Vatican a immédiatement protesté et réclamé sa libération. *"Luchon, Bruxelles, Rome, Fribourg., aux quatre coins de l'Europe, des religieux recherchés par la justice rwandaise ont repris leur ministère, écrit Golias. Missionnaires dévoyés, prêtres négationnistes, aumôniers génocidaires... Tous savent pouvoir compter sur la mansuétude d'une institution peu encline à l'autocritique (...) Cinq ans après le génocide, de Paris à Rome, ils bénéficient toujours de solides protections"*.

Bibliographie III & IV

- Albaret Laurent : L'Inquisition, rempart de la foi ? 1998 (Découvertes Gallimard religions 366)
- Armstrong Karen: Histoire de Dieu 1997 (Seuil)
- Bishop Clifford : Le sexe et le sacré 1996 (Albin Michel spiritualités)
- Cahiers français : Religions et société, n° 273 oct-déc 1995 (La documentation française)
- Cassirer Ernst : La philosophie des Lumières 1932 (Presses pocket Agora 12, Fayard 1966)
- Christin Olivier : Les réformes 1995 (Découvertes Gallimard religions 237)
- Déguignet Jean-Marie : Mémoires d'un Paysan Bas-Breton 1834-1905 (An Here 1998)
- Engels Friedrich : Contribution à l'histoire du Christianisme primitif 1894 (Marx Engels, Sur la religion, éditions sociales 1972)
- Engels Friedrich : L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat (Editions sociales)
- Engels Friedrich : La guerre des paysans en Allemagne (Editions sociales)
- Engels Friedrich : Socialisme utopique et socialisme scientifique 1892 (Editions du Progrès, introduction)
- Eslin Jean-Claude : Dieu et le pouvoir, théologie et politique en Occident 1999 (Seuil)
- Geoltrain Pierre, Bornkamm Günther : Jésus (Encyclopédie Universalis 1998)
- Gregor M.: film, La chasse aux sorcières sous l'Inquisition, 1997
- Las Casas Bartolomé de : Très brève description de la destruction des Indes 1552 (La Découverte)
- Lécrivain Philippe : Les missions jésuites 1991 (Découvertes Gallimard 110)
- Le Goff Jacques : Jeanne d'Arc (Encyclopédie Universalis 1998)
- Maalouf Amin: Les croisades vues par les Arabes 1983 (Lattès, J'ai lu 1916)
- Parigaux Denis : L'Eglise et la classe ouvrière - l'Action catholique et la CFDT 1987 (Selio)
- Paxton Robert O.: La France de Vichy 1940-44 (Seuil UH 1973)
- Reynes Geneviève : Couvents de femmes 1987 (Fayard)
- Soboul Albert : histoire de la révolution française 1962 (Idées Gallimard 43, 46)
- Thompson C.: film, Les Ratlines, le Vatican et les nazis, 1991
- Tincq Henri : Les génies du Christianisme, juillet 1999 (Le Monde)
- Vallet Odon : Le Dieu du Croissant fertile 1999 (Découvertes Gallimard 374)
- Vallet Odon : Femmes et religions, déesses ou servantes de Dieu 1994 (Découvertes Gallimard religions 206)
- Vermeil Jean : L'autre histoire de France 1993 (Editions du félin)
- Zimmermann Michel : La vie au Moyen Age (Editions Ouest-France)

Janvier 2000